

# TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

**SOCIALISTE**

UNIFIÉ

PRIX : 60 centimes

N° 168. — 9 NOVEMBRE 1963

## LE SUCCES DES GREVES



(Photo Tribune.)

### DOIT MAINTENANT ÊTRE EXPLOITÉ

*Pour la première fois sous de Gaulle deux millions de travailleurs ont cessé ensemble le travail. Mais ce mouvement pour être victorieux doit être étendu et coordonné.* (Pages 4-5)

**III<sup>e</sup> CONGRES NATIONAL DU PSU (9-10-11 nov.) à Paris**

Des précisions

M. le Rédacteur en chef,

Vous avez publié, dans votre numéro 165 du 19 octobre, une lettre du secrétaire général de la Fédération Unie des Auberges de Jeunesse qui faisait suite à un article d'Emile Copfermann sur l'avenir des organisations de jeunesse et d'éducation populaire.

Cette lettre met en cause des militants de la F.U.A.J. qui ont été récemment exclus de cette organisation pour de prétendues activités de noyautage politique. Les principaux animateurs de la revue « Révoltes » ayant été frappés par ces mesures, nous tenons à préciser :

1) Que la diffusion, notamment dans les Auberges de Jeunesse, d'une publication comme « Révoltes », tribune libre, où les jeunes militants socialistes de toutes tendances peuvent s'exprimer, a déjà suscité à plusieurs reprises les « inquiétudes » du pouvoir qui en fit part aux dirigeants de la F.U.A.J.

2) Que certains membres du comité de rédaction de la revue ont lutté à l'intérieur de la F.U.A.J. contre les capitulations successives face à l'Etat (laïcité, Algérie, Haut-Comité de la Jeunesse, etc.) et que cette lutte, menée dans le cadre d'une tendance affirmée, s'est toujours effectuée au grand jour.

3) Que pour ces deux raisons, « Révoltes » fit l'objet de la part des dirigeants de la F.U.A.J. d'attaques de moins en moins voilées depuis 1958, le dernier numéro de la revue centré sur l'offensive de l'Etat contre les organisations du mouvement ouvrier et les mouvements de jeunesse, n'ayant pu qu'aggraver cette situation.

4) Que pour justifier officiellement leur opération, les dirigeants de la F.U.A.J. ont effectué l'amalgame entre une tendance trotskyste et le comité de rédaction de « Révoltes », allant jusqu'à prétendre que tous les membres du comité de rédaction étaient trotskystes.

5) Que les exclusions ont été prononcées dans des conditions qui dévoilent par elles-mêmes les buts de leurs auteurs et qui doivent être portées à la connaissance de tous ceux qui se préoccupent de l'évolution actuelle des organisations de jeunesse. Utilisant, en précurseurs sans doute, la méthode de la lettre de cachet, les dirigeants de la F.U.A.J. ont avisé individuellement les militants exclus, sans qu'un seul d'entre eux ait pu être entendu devant les organismes statutaires, ni prendre connaissance du « dossier d'accusation ».

6) Que si un doute pouvait subsister sur les motivations réelles de cette initiative, il suffira de rappeler qu'au même moment était organisée, à Strasbourg, une conférence placée sous la présidence de MM. Herzog, Pflimlin et Ravanet (commissaire général au Tourisme) destinée à définir la place des Auberges de Jeunesse dans « l'expansion régionale », et que la presse a rapporté le souhait formulé par le président d'honneur de la F.U.A.J. de voir s'instaurer une étroite association entre les collectivités locales, la F.U.A.J. et l'Etat.

Veuillez agréer...  
« Révoltes »  
Paris.

# III<sup>e</sup> Congrès National du P.S.U.

Le troisième Congrès national du P.S.U. a lieu les 9, 10, 11 novembre.

Il s'ouvre samedi à 9 h 30.

MAISON DES SYNDICATS

33, rue de la Grange-aux-Belles, Paris-10<sup>e</sup>

Moyens de communications :

Métro : Colonel-Fabien.

Autobus : ligne 75, arrêt Juliette-Dodin.

## Points sensibles

### Tu paieras la note

Une certaine presse à sensation nourrit chaque semaine ses nombreux lecteurs des faits et gestes des grands de ce monde. L'Iran, avec Soraya : « la princesse malheureuse », avec le Shah, « ce prince des mille et une nuits », sans oublier la « belle et douce » Farah Dibah et le petit prince Reza Pahlavi, fournit une bonne partie de la matière première. Comme on comprend alors que le général de Gaulle, si bon pour son peuple, ait tenu à nous faire profiter au plus vite des fêtes qui ont marqué son voyage dans ce pays. Réceptions fastueuses, trésors fabuleux, les téléspectateurs ne pouvaient attendre le retour du grand chef pour voir tout cela. Il n'en a coûté que la bagatelle de 111 millions d'anciens francs pour transporter les pellicules par pont aérien. Le contribuable paiera, comme toujours. On est prêt à parier qu'on se serait moins pressé s'il s'était agi de nous montrer la misère, hélas ! tout aussi spectaculaire de l'infortuné peuple iranien.

### Gangrène

On déserte beaucoup à la compagnie disciplinaire du Fort d'Alton, en Savoie. Le procès de deux déserteurs qui vient d'avoir lieu à Lyon nous en donne les raisons, dans cette formation, comme dans bien d'autres qui ne sont pas « disciplinaires » on confond encore punitions et brimades, autorité et sadisme. Nous apprenons que si les soldats qui « font la belle » pour éviter coups ou marches épuisantes s'exposent à de longs mois de prison, les sous-officiers et officiers trop brutaux — et il en faut pour que cela soit reconnu — sont seulement mutés. Ainsi ils peuvent aller faire du prosélytisme chez les gradés des formations où ils sont transférés...

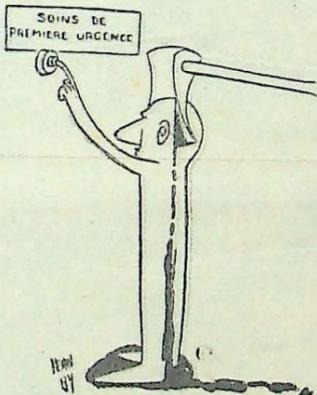
### Cuisine électorale au Japon

Au Japon on s'apprête à élire des députés. Le parti libéral démocrate, parti bourgeois majoritaire fait sa campagne sur le thème de la lutte contre la vie chère. La grande masse écrasée de misère se laissera sans doute encore aveugler par la promesse de la stabilisation « en moins d'un an ». Elle ne pensera guère que les libéraux démocrates avaient la majorité absolue dans l'ancienne chambre. Elle ne comprendra pas davantage que le moyen envisagé : l'amélioration de la productivité agricole signifie, en régime capitaliste, l'exode obligatoire d'un grand nombre de paysans vers les villes où les attendent taudis et bas salaires et, pour ceux qui restent, une fatigue accrue. En somme, comme dirait Jean Nohain, les bourgeois japonais ont mis au

point — et rapidement — une bonne petite démocratie « bien de chez nous ». Seulement les faits sont têtus, comme disait Lénine ; et qui fabrique des exploités forme en même temps ses futurs fossoyeurs. Au surplus la Chine et l'U.R.S.S. ne sont pas loin du Japon et, même si l'on n'exporte pas la Révolution, on peut toujours diffuser les idées révolutionnaires.

### Brevets d'humour

Ce qu'il y a de remarquable dans les « Grands Prix de l'Humour noir », c'est qu'ils sont attribués par des gens éminemment graves : un candidat à l'Académie Française (André Berry), un sous-préfet (Roger Rabi-



niaux), des enseignants et des poètes dont la boutonniers s'orne du ruban de la Légion d'honneur ou du Mérite agricole (Tristan Maya, Jean Rousselot, Jean l'Anselme, etc.). Mais cette association nous vaut en général une honnête sélection.

Ainsi, cette année, la palme littéraire est revenue au Dr André Ruellan pour son Manuel du parfait savoir-mourir (édit. Pierre Horay), illustré par le turbulent Topor ; rayon dessins, c'est un ensemble inédit de Jean By, La Ronde des pendus, qui a été couronné (Jean By a déjà reçu l'an dernier le Prix Henri Monnier). Enfin, dans le domaine du spectacle le jury a été particulièrement bien inspiré en distinguant l'œuvre cinématographique de Roman Polanski (Le Gros et le maigre, Les Mammifères, Le Couteau dans l'eau, etc.), que l'on aime beaucoup à Tribune Socialiste. Alors, de quoi se plaindrait-on ?

### Pas de bonbons pour les nègres

Le 30 octobre un jeune Noir de Philadelphie, Edward Bolden, âgé de 13 ans, est entré chez un marchand de bonbons. Il en est ressorti avec une balle. Aujourd'hui, il est au cimetière. Naturellement si le marchand lui disait de quitter sa boutique ce n'était pas parce qu'il était noir, mais parce qu'il « n'achetait jamais rien ». Et il est bien évident qu'il

aurait également pris son fusil pour lui faire peur si le gamin avait été blanc. Quant à la balle elle est partie par pur hasard, bien entendu. Puisqu'on vous dit que ce sont les Chinois qui sont racistes.

### Philanthropie yankee

Les U.S.A., c'est bien connu, aident de nombreux pays. Du Sud-Vietnam à l'Amérique latine une manne substantielle est généreusement dispensée, sinon aux peuples eux-mêmes, du moins à leurs gouvernements. La population qui trime en attrape bien quelques miettes. Au Pérou, en plus de cette aide, le travailleur bénéficiait de l'insigne avantage de pouvoir vendre sa sueur à l'International Petroleum Company, filiale de la Standard Oil. Or, cette compagnie ayant « oublié » — depuis quelque 42 ans — de payer ses impôts : la bagatelle de 75 millions de dollars, le Président péruvien, approuvé par le Parlement, a dénoncé son contrat. Il a laissé entendre que, si l'I.P.C. n'acceptait pas un nouveau contrat prévoyant pour l'Etat péruvien un plus fort pourcentage des bénéfices d'exploitation et une augmentation des royalties, il était décidé à nationaliser ses biens. Nous ne savons pas s'il compte, le cas échéant, exécuter sa menace. Mais ce que nous savons, c'est que le département d'Etat, qui ne veut pas s'immiscer dans les affaires du Pérou et surtout dans ses différends avec les contribuables, prévoit la suspension de l'aide économique américaine si les Péruviens touchent à la propriété privée de son entreprise privée. On connaissait déjà la générosité des dirigeants U.S. qui sont prêts à vendre leurs surplus de blé aux Russes... à condition qu'ils n'en donnent pas aux Cubains à qui, même après l'ouragan Flora, ils continuent de faire un blocus rigoureux, afin de les délierer au plus vite du castrisme. Avec cet « incident » péruvien, ce n'est qu'un exemple de plus.

### Le P.C. italien et les Chinois

Le Comité central du parti communiste italien a récemment approuvé une résolution condamnant la ligne des communistes chinois et leur reprochant notamment de « ne pas voir les changements intervenus dans le monde capitaliste ».

Soulignant que le passage du capitalisme au socialisme ne se fera pas par un « écroulement catastrophique », les communistes italiens ont tenu à préciser leur position et à répondre aux attaques des Chinois : « Les camarades chinois, dit la résolution, déforment libéralement nos positions quand ils présentent la voie démocratique et pacifique

du socialisme comme une voie se réduisant à la seule lutte électorale et à la seule action parlementaire. Quand nous parlons de voie démocratique, nous entendons une lutte vaste, continue et profonde des masses qui attaquent l'adversaire sur plusieurs terrains, en construisant un mouvement unitaire qui, sous la conduite de la classe ouvrière, soit capable d'intervenir aussi bien sur les lieux de production et dans l'organisation de la société que dans les assemblées politiques et dans l'appareil étatique. »

Mais si le P.C. italien a expulsé de son sein des éléments pro-chinois, il n'est pas favorable, contrairement au P.C. français, à une conférence internationale qui exclurait les Chinois et leurs amis du mouvement communiste. Les Italiens assurent qu'« il n'y a pas de contradiction entre l'exigence d'unité de notre parti et l'exigence d'autonomie et d'indépendance de chaque parti ». On retrouve là la théorie du polycentrisme soutenu par Togliatti au lendemain du XX<sup>e</sup> congrès, théorie qui ne fait pas encore partie de l'orthodoxie officielle, mais qui tend à passer dans les faits.

### Chine, Chine...

Moins nuancés que les Italiens, les communistes français continuent à multiplier les attaques contre les partisans « dogmatiques » et « aventuristes » chinois. Le ton n'est pas sans rappeler les attaques de jadis contre les Yougoslaves, même si elles sont moins évidentes. Les Chinois sont critiqués de façon sommaire... de la façon qu'ils s'en prennent eux-mêmes aux Yougoslaves.

En attendant, il n'est pas sûr que les communistes français, en réclamant une conférence internationale, soient toujours approuvés par Khrouchchev qui a insisté récemment sur la nécessité de « mettre un terme aux polémiques entre les pays communistes » (ce qui ne semble pas être pour demain).

Les Chinois s'efforcent d'ailleurs de rompre leur isolement diplomatique et commercial. De Gaulle s'emploie à les y aider ainsi qu'en témoignent la mission à Pékin du C.N.P.F. et celle de M. Edgar Faure.

Les Chinois intéressent donc pas mal de monde, y compris les groupuscules gauchistes dont les représentants ont réclamé, à une réunion du Comité d'initiative pour une association populaire franco-chinoise, un alignement à 100 p. 100 sur les partisans de Pékin. Nous connaissons nos gauchistes qui poussent leurs racines jusqu'à l'intérieur du P.S.U. Faute de pouvoir faire la révolution dans leur pays, ces vierges folles de la politique ne cessent de courir après la « vraie révolution », hier celle de Tito ou de Castro, aujourd'hui, celle de Ben Bella ou de Mao.

# AVANT LE CONGRÈS NATIONAL

éditorial

**S**AMEDI 19 novembre s'ouvre à Paris le troisième congrès national du Parti Socialiste Unifié.

Quelle importance cet événement aura-t-il dans la vie politique française ?

Sans nul doute, à l'heure présente, bon nombre d'observateurs sont-ils tentés de donner à cette question une réponse décevante. Les uns parce qu'ils ont sincèrement redouté que ses controverses internes ne rendent le P.S.U. incapable de jouer un rôle déterminant. Les autres parce qu'ils sont trop directement intéressés à la consolidation et à la survie de structures traditionnelles de la gauche et du mouvement socialiste pour ne pas chercher à exagérer les difficultés rencontrées par notre parti, dont l'échec ferait en effet leur affaire.

Il faut qu'au soir du 11 novembre, lorsque le congrès aura pris fin, tous ces doutes aient été balayés.

Il est vrai que le P.S.U. a traversé une crise. Mais peut-être ne s'est-on pas exactement rendu compte, même dans ses rangs, que la seule différence entre ce parti et d'autres, c'est que lui, du moins, ne cherchait point à étouffer ses controverses ou à en diminuer la vivacité. Ne faudrait-il pas plutôt reconnaître que, depuis de nombreuses années déjà, c'est l'ensemble de la gauche, l'ensemble du mouvement ouvrier et socialiste dans notre pays qui sort rudement secoué ? Ne voit-on pas qu'aux décisions apparentes et connues de tous s'ajoutent des divisions internes, moins visibles assurément, mais profondes, et d'ailleurs inévitables, parce qu'elles sont la conséquence de l'inadaptation à une situation nouvelle en France et dans le monde ?

Il est sans doute fort commode pour

certains de bavarder sur la crise du P.S.U. et d'en exagérer la gravité. Cela permet de faire oublier, chez les uns, la crise de la déstalinisation, chez les autres, la crise provoquée par une bien tardive prise de conscience des échecs d'une aberrante politique algérienne et de la capitulation devant de Gaulle en 1958. A ceux qui affectent de prendre un ton faussement apitoyé pour parler du jeune parti, on est tenté de rétorquer : « Que ne songez-vous d'abord à faire un retour sur vous-mêmes ? »

Le bilan du P.S.U., quant à lui, ne se réduit pas, comme on voudrait trop souvent le faire croire, à de stériles luttes de tendances. Ses militants ont le droit de considérer avec quelque fierté ce qu'ils ont réussi à accomplir en si peu de temps. Ils ont su donner déjà des preuves de leur lucidité et de leur courage, alors que leur parti venait seulement de se constituer dans des conditions exceptionnellement difficiles.

Ils ont été à l'avant-garde de la lutte contre la poursuite de la guerre d'Algérie. Les premiers, ils ont lancé un mot d'ordre que les autres devaient adopter, mais seulement lorsque la suite des événements ne permit plus d'en contester la justesse : la paix par l'octroi de l'indépendance. Ils ont, malgré leur faiblesse numérique, secoué l'opportunisme et les attermoissements en provoquant les mouvements de masses et les manifestations de rues.

Dans la lutte contre le régime gaulliste, ils ont su marquer leur opposition permanente malgré l'habileté du pouvoir à créer la confusion et l'équivoque. Le P.S.U. est le seul de tous les partis qui n'ait jamais infléchi sa ligne en répon-

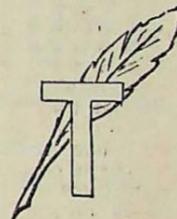
dant à un référendum par peur d'affronter l'opinion dominante.

Enfin, prévoyant et annonçant l'échec du « cartel des non », il a le premier indiqué une autre voie à l'opposition : l'union des organisations syndicales et des partis politiques se réclamant du socialisme pour offrir au pays une « alternative » autre qu'une simple restauration de la quatrième République et un retour aux coalitions responsables de l'impuissance et finalement de la faillite de 1958.

S'il est vrai qu'en ce dernier domaine une évolution favorable s'est dessinée depuis quelques mois, l'essentiel cependant reste à faire.

L'essentiel, c'est-à-dire la transformation de coalitions occasionnelles, éphémères, le plus souvent purement tactiques, en une union consolidée par un accord sur un programme hardi et constructif, de nature à engager notre pays sur la voie de la démocratie socialiste.

Telle est précisément la tâche à laquelle le P.S.U. entend se consacrer. Les débats les plus importants du congrès qui va se tenir porteront sur la recherche des moyens les meilleurs pour atteindre cet objectif. Les militants qui y participeront sauront trouver dans le souvenir du rôle efficace qu'ils ont déjà joué depuis trois ans, la force et la maturité nécessaires pour que le P.S.U. soit une fois de plus engagé aux premiers rangs du combat livré pour hâter la fin du régime du pouvoir personnel et pour assurer la victoire des forces socialistes.



## SUR QUELQUES DISCUSSIONS BUDGETAIRES A L'ASSEMBLEE NATIONALE

### De l'Information...

L'ASSEMBLEE nationale a poursuivi durant la semaine passée son petit marathon budgétaire. Comme nous sommes loin des débats où l'opposition s'affirmait avec fougue et grandeur ! Aujourd'hui, l'opposition semble frappée de stérilité et ne plus croire à son rôle. Peut-être a-t-elle raison, après tout, de ne pas attacher trop d'importance à la tribune parlementaire... mais n'est-ce pas dangereux pour la démocratie ?

Domage en effet, car les propos de certains ministres auraient pu donner lieu, à l'époque des Briand et des Clemenceau, à de fulgurantes répliques. Il est vrai qu'il n'y a plus de Clemenceau au Parlement !

A cette époque, il n'y avait pas de Peyrefitte. L'actuel ministre de l'Information a un avantage sur ses collègues : il joue de son physique (assez sympathique, en apparence), il a un aplomb à tout casser ; enfin, car il est intelligent, il sait qu'il n'a en face de lui que des adversaires plus ou moins ignares.

Nous avons dénoncé, dans ce journal, il y a plusieurs semaines, une ligne du projet de budget qui, grâce à son apparence bénigne, était passée à peu près inaperçue de l'ensemble de nos confrères. Il s'agissait des crédits demandés pour la création d'un service composé de douze conseillers techniques — avec un directeur naturellement — qui regrouperont, au niveau du cabinet du ministre de l'Information, tous les contacts que la presse avait, jusqu'à présent, directement avec les différents ministères. Ainsi se confirme la volonté du « Pouvoir gaulliste » de tenir fermement en main toutes les sources d'information. Jusqu'à présent, chaque journal, chaque journaliste connaissant son métier recherchait de lui-même l'information à sa source ; ainsi pouvait-on — souvent — remettre en ordre des informations « officielles ». Désormais, les ministères et leurs différents services n'auront plus le droit de renseigner. Une seule adresse : l'officine officielle de l'information gouvernementalo-gaullienne (di-

recteur : un ambassadeur retour de Mauritanie ; patron véritable : le ministre de l'Information, porte-parole du gaullisme en action). On aurait pu tout aussi bien coopter — une fois de plus — le secrétaire général de l'U.N.R., l'officine d'à côté, cela pouvait faire quelque économie pour un but identique !

Quant aux déclarations d'indépendance vis-à-vis du Pouvoir, dommage que M. Lacombe, U.N.R. de service en rupture de pompes, n'ait pas parlé de l'abus d'un certain Pouvoir qui place à tous les postes des hommes dont la liberté d'expression dépend étroitement de ceux qui leur ont fourni leur situation : par exemple, M. Barbé (qui s'est illustré en organisant la propagande des référendums, et qui doit aux largesses du Pouvoir gaulliste l'ineffable *Centre d'information civique*) vient d'être bombardé directeur de la « Radio des Vallées » d'Andorre, qu'il dirigea de son bureau de Paris... et à quel prix !

Autre exemple : on prélève, à *France-soir*, qui le lâche sans regret d'ailleurs, un certain Guilloux pour le placer à la tête de l'Actualité télévisée. Il y avait déjà Marcillac, cela fait deux U.N.R. — ou assimilés — bien en main. D'autant que Marcillac est assez discuté quant à ses qualités ; et François de la Grange n'est plus en course.

Enfin, la fameuse décentralisation régionale n'est-elle pas le moyen de mettre au pas les journaux régionaux trop faibles du côté gaullien ? Un journal télévisé ou radiodiffusé ne peut se faire sans personnel et sans matériel. Or l'équipement des stations est largement insuffisant, et l'opposition des journaux locaux très vive.

Un petit budget, disait le ministériel. Soixante-quinze millions de francs 1963 — dont seulement trois millions pour le fonctionnement. Mais un instrument puissant dans des mains expertes !

### ...aux Affaires étrangères

Un autre discours, mais combien plus intéressant, en quelque sorte :

celui de M. Couve de Murville qui a exposé la politique extérieure du gouvernement, à propos de la discussion sur le budget du ministère des Affaires étrangères. Tout cela a duré deux séances, à peine une journée. Au demeurant, il ne s'agissait pas, pour l'Assemblée, de fixer la politique extérieure selon le vœu du pays, puisque ça n'est pas son rôle. Cette politique, elle est décidée par le général de Gaulle *ex cathedra* et Couve de Murville est son premier vicair.

Certaines formules du ministre des Affaires étrangères méritent cependant d'être reprises. Oh ! bien sûr, il ne s'agit pas de celles — bien connues — qui font de l'attitude du général de Gaulle l'alpha et l'omega de toute la politique de la France : « La France, grâce à de Gaulle, a rétabli sa situation politique et économique, et de ce fait elle a pu résoudre les grands problèmes internationaux. Ainsi est-elle en mesure de parler avec une autorité incontestée... Allez à l'étranger, lance Couve de Murville au milieu des interruptions, et rendez-vous compte de l'opinion publique internationale. »

Qu'importe l'isolement dont on accuse la France. Celle-ci, par son programme atomique, est un exemple. « Le jour où les autres membres européens de l'alliance atlantique manifesteront la même volonté, alors une réorganisation deviendra probable, sur des bases durables. »

Jusque-là, la France, et la France seule. Maurras pas mort.

Quant à l'Europe, Couve n'y va pas par quatre chemins : « Je considère, dit-il au nom de son maître, qu'il est infiniment désirable pour l'Europe que le plus vieux de ses Etats soit amené à parler au nom de tous. »

On comprend, après cela, que le porte-parole du gaullisme repousse comme ridicule le principe d'une Assemblée européenne élue au suffrage universel direct. Pour lui, il préfère, tout d'abord, une « Europe politique issue du rapprochement des gouvernements. »

Le suffrage universel, on le garde pour les référendums gaullistes ; l'Europe des Etats pour le général de

Gaulle. Quant aux peuples... européens, pour le président de la République française, ils ne sont pas encore sûrs. La preuve, Couve de Murville l'a apportée sans se rendre compte, peut-être, de l'énormité de son aveu.

Parlant du désarmement, notre ministre repousse avec dédain l'accord de Moscou — affaire personnelle entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis. Mais, confirme-t-il, « si tout le monde signe l'accord de Moscou, comment fera-t-on l'armement européen ? » Or, l'armement européen, mais Couve de Murville n'a pas osé le dire expressément, c'est, avant tout, la bombe française. Comme si la bombe française pouvait peser, de quelque poids que ce soit, en face de l'armement nucléaire russo-américain. Mais la bombe française est le support de toute la politique gaullienne ; notre économie en dépend, notre politique sociale et culturelle la subit ; notre génération doit payer.

Il y a trop d'intérêts engagés dans la fabrication de la force de frappe nationale pour qu'il en soit autrement. Force de frappe nationale ou force de frappe européenne, ou véritable désarmement devant l'inanité des deux premières solutions ? Le choix gaulliste est simple et le ministre des Affaires étrangères l'a souligné : la France et l'Allemagne sont d'accord entre elles. L'exemple vient de là.

Hélas ! Il n'est pas bien certain que l'Allemagne soit tellement d'accord pour servir de champ d'expérience au rêve démesuré d'une France nationaliste.

Cent quarante-six voix contre deux cent quatre-vingts pour accorder mille soixante-treize millions 1963 à la politique gaulliste du ministre des Affaires étrangères.

L'information étant l'un des supports du gouvernement gaulliste, la parole reste au peuple, dans ce qui lui reste de structures politiques et syndicales... avant l'atomisation gaulliste !

B. R.

# LOIRE-ATLANTIQUE : vers le chômage...

(De notre correspondant à St-Nazaire, Denyse Franck.)

Le patronat des Chantiers de L.-A. vient de décider unilatéralement la réduction des horaires aux Bureaux d'Etudes des Chantiers de l'Atlantique, à Saint-Nazaire, avec réduction de salaires, bien entendu.

Cette mesure concerne 700 personnes, surtout des dessinateurs. Et la direction des Chantiers « conseille » aux jeunes dessinateurs de s'adresser à Sud Aviation pour trouver du travail. Or, Sud Aviation préfère faire faire à ses travailleurs les 3/8 et leur accorder des heures supplémentaires plutôt que d'engager d'autres ouvriers. Ces travailleurs des Batignolles sont en lutte depuis 3 semaines pour obtenir que la réduction de salaire ne suive pas la réduction du temps de travail.

Depuis longtemps, les syndicats ouvriers de la métallurgie de L.-A., et nos camarades du P.S.U., abondent dans ce sens, réclament la semaine de 40 h payée 48 h, et l'abaissement de l'âge de la retraite, à condition que la retraite versée soit suffisante, ceci pour

éviter dans une certaine mesure le chômage menaçant. Car il n'est pas juste que les travailleurs soient les seuls à pâtir du manque de commandes de paquebots. Les actionnaires des « Chantiers de Penhoët » continuent bien à recevoir des dividendes... Or, les « Chantiers », bien qu'entreprise privée, reçoivent suffisamment de subventions de l'Etat, pour permettre aux travailleurs d'avoir droit à cette réduction de temps de travail sans réduction de salaire.

D'autre part, la création d'un complexe sidérurgique en L.-A. devient de plus en plus urgente si nous ne voulons pas que les jeunes soient obligés de désertir la région.

Cette création est possible : il existe des mines de fer à Segré, et il est possible également d'en importer d'Afrique (mines de Mauritanie). Un complexe sidérurgique a déjà existé à Trignac, mais il avait été racheté par une société de l'Est qui l'a coulé.

Les débouchés sont nombreux du fait des nombreuses usines métallurgiques en L.-A. ; usines

Carnaud, de Basse-Indre, Brissonneau, des Batignolles, à Nantes, les Chantiers navals...

Ce qui démontre que la L.-A. a une vocation sidérurgique certaine.

## Intérêts d'un complexe sidérurgique portuaire

Le bassin de la Loire, les ports de Nantes, de la Rochelle et même de Bordeaux favorisent l'import-export vers les marchés traditionnels d'Afrique et d'Amérique du Sud.

## Emplois créés par la création d'un complexe sidérurgique

Pour 5.000 emplois nouveaux, soit dans les fonderies, soit dans les activités annexes, production de gaz, transformation de sous-produits, de scories, après création d'un complexe sidérurgique,

il est prouvé par une étude américaine que s'ajouteront 150.000 autres emplois, soit par la venue d'autres usines métallurgiques annexes, soit par des créations de services (docteurs, instituteurs, employés des P. et T., employés de commerce, etc...), ce ployés de commerce, etc...), ce qui transformerait toute l'activité de la région. Mais des industries ayant pour base la chimie lourde peuvent également contribuer à l'essor d'un pays sous-développé, tel la L.-A.

## Exploitation

L'exploitation d'un complexe sidérurgique devrait être confiée à une société économique mixte, Etat-région, et de toute façon la sidérurgie devra être nationalisée. En effet, la sidérurgie, actuellement, reçoit de plus en plus des subventions de l'Etat, et les fonds publics ne devraient aller qu'à des sociétés publiques et non à des industries privées. Or, actuellement, le IV<sup>e</sup> Plan n'a été bénéfique qu'aux industries privées, et surtout à celles de l'Est, du fait du Marché commun.

# ARDENNES : Aubrives, nouvelle victime des trusts

(De notre correspondant dans les Ardennes, J.-C. Vion)

« AUBRIVES n'est pas rentable, messieurs, nous vous loutons à la porte. » C'est en des termes plus choisis et aussi plus hypocrites que le directeur-président de la société Aubrives-Villerupt a fait savoir à son personnel qu'on le remerciait.

Cette usine, un des fleurons de l'économie ardennaise, comme le rappelle la presse locale, qui comptait 350 ouvriers, dont les bureaux étaient ornés de trophées internationaux, est obligée de fermer ses portes.

Le capitalisme, ce monstre sans pitié, sans scrupules, vient de mordre lâchement, une fois de plus, dans nos Ardennes.

Sous prétexte que le marasme règne sur le marché français (la faute à qui ?), il provoque brutalement une situation tragique dans de nombreux foyers ardennais.

Oh ! les responsables de la société ont fait tous leurs efforts pour éviter la liquidation ! Ce n'est pas de leur faute, c'est à cause du Marché commun, de pertes de commandes, c'est tout juste s'ils n'accusent pas le leur, régime !...

## Des dividendes en hausse

Pensez ! les administrateurs allaient jusqu'à renflouer les caisses depuis cinq exercices, ce qui n'empêchait nullement les dividendes des actionnaires d'être passés de 30 F à 100 F !

Aubrives n'est pas intéressant pour l'industrie de la fonderie hydraulique. Alors, pourquoi refuser d'avance toute offre de vente à un autre groupe fabriquant cette matière ? Rien à craindre pourtant si l'usine n'est pas rentable !

Et puis des solutions humanitaires sont proposées :

Il y aura du travail jusqu'au 15 mars 64, compte tenu de la période hivernale ! Faux jetons, va ! La fermeture de l'usine avait été primitivement fixée au 15 décembre et ce n'est que grâce à certaines interventions que la date a été reculée. Et pourquoi avoir déclaré, il y a quelques mois, qu'il n'y avait aucun danger de fermeture ? Le trust de Pont-à-Mousson ignorait ses propres projets ?

Ensuite de généreuses primes vont être distribuées, supérieures à celles données aux licenciés dans des usines ayant connu la même tragédie, dixit

Granval ; un peu comme si on annonçait à un condamné à mort qu'il aurait l'avantage d'être fusillé au lieu d'être pendu !

Et puis les possibilités de départs en retraite seront étudiées, le cas des apprentis étudié, les reclassements individuels... étudiés.

Quant aux logements, ils seront confiés à une société immobilière amie... mais qui devra prélever des loyers à taux pratiqués dans la région (ce qui veut dire surface corrigée, perte de 80 à 100 F par mois).

La direction va tenter de faire reclasser un certain nombre d'employés ; des places sont offertes dans des usines à 10 ou... 70 km pour ceux dont la spécialité peut se prêter à ce reclassement.

Pour les autres, on vous l'a dit, ce sera étudié. Tant pis si ce retraité de cinquante-cinq ans ne trouve pas de place et ne peut plus assurer les études de son fils ; tant pis pour ce soutien de famille qui est obligé d'accepter une place avec perte de 4 F par jour. De toute façon, pour l'ouvrier reclassement égale déclassement.

Ah ! nous allons oublier le Comité d'expansion économique des Ardennes, en qui M. Granval met toute sa confiance. Le C.E.E.A., à la tête duquel on trouve MM. Leclerc et Blin, des « amis » de l'ouvrier, n'a pas hésité à prendre des mesures radicales, à commencer par l'édition d'une brochure ventant la situation, l'implantation, l'équipement de la S.A.V., résultats de la sueur ouvrière. Ces richesses, ce sont les ouvriers qui les ont mises en valeur, d'où la reconnaissance qui consiste à les mettre à la porte.

Un membre de ce comité a déclaré, au cours d'une réunion pour la création d'un comité de soutien au per-

sonnel, qu'Aubrives serait un test pour le Comité d'expansion économique ! Nous prenons note !

Le comité de soutien s'est donné pour mission de faire tout ce qui lui sera possible pour que l'usine d'Aubrives vive, quel qu'en soit le propriétaire. Pour le moment, des recherches sont entreprises par les différentes personnalités afin de trouver un acquéreur pour l'usine.

Mais nous pensons que ce comité ne

doit pas être un enterrement de première classe et que, si aucun résultat n'est obtenu, il faudra passer aux actes.

Aubrives est une nouvelle victime de l'incapacité du régime et prouve l'inefficacité de la « planification » capitaliste. C'est pourquoi tout le monde doit lutter pour la reconnaissance de ses droits ! Aubrives n'est pas seulement un problème local, c'est un problème national.

## Echos d'entreprises

### Moins qu'un outil en vérité

Comme on a pu le constater lors de la dernière entrevue des délégués du personnel, la Direction est très mécontente quand on dit qu'elle considère l'ouvrier comme un outil.

Et pourtant, les faits sont là.

Un ouvrier ayant dix ans de maison tombe malade. Quand sa convalescence est terminée, et alors que c'est si dur dans un tel cas de retrouver un travail correct, on le licencie.

Quand les délégués font remarquer qu'il est injuste de ne donner qu'un peu plus de 2 F de l'heure aux femmes de ménage, la Direction ne voit dans un tel salaire rien de choquant (comme si une femme de ménage

n'était pas un être humain, au même titre qu'un directeur).

Alors, camarades, quand vous connaissez de tels faits, dites franchement si vous avez jamais vu, dans l'usine, une machine aussi mal traitée ? Jamais, n'est-ce pas ?

### Pourquoi les patrons répugnent-ils à reconnaître les faits ?

Les faits ne sont pas seuls à compter. Ce qui compte aussi c'est le degré de conscience que l'on a de l'existence de ces faits.

Rien ne pourrait s'opposer à la force des salariés s'ils avaient une nette conscience de la réalité de leur condition.

C'est pourquoi les puissants du moment cherchent toujours à obscurcir cette conscience.

C'est pourquoi il est nécessaire pour les patrons que la femme de ménage qui compte sa misérable paie se souvienne qu'elle fait partie du « Monde libre ». C'est pourquoi, il faut que l'O.S. malade est licencié se console en songeant à son âme immortelle, et aux liens de fraternité qui l'uniront... au ciel, avec celui qui vient de le jeter à la rue.

C'est pourquoi il est très dangereux qu'un délégué ouvrier rappelle la vérité des faits.

CAR LA VERITE EST REVOLUTIONNAIRE.

(Extrait de l'« Etincelle P.S.U. » publié par Ernault-S.O.M.U.A.)

Vient de paraître

# COLLECTION U

## MAO TSÉ-TOUNG

par STUART SCHRAM  
dans la série « Idées politiques »

# ARMAND COLIN

# PIERRE TRIBIÉ (Secrétaire Général des Fonctionnaires F. O.) : " Nous sommes contre un plan qui vise à réduire la consommation "

A l'occasion de la grève de vingt-quatre heures du secteur public, Pierre Tribié, secrétaire général des Fonctionnaires « Force Ouvrière », membre du Bureau Confédéral F.O., a bien voulu nous exposer le point de vue de son organisation,

avec la Fédération de l'Education nationale, peu de rapports avec la C.F.T.C. et pratiquement pas avec la C.G.T. Disons-le, la F.E.N. joue un peu le rôle de charnière. Mais les objectifs sont les mêmes à quelques variantes près et il faut

sité ? Tout en contestant le plan de stabilisation du gouvernement, quelles mesures préconisez-vous pour freiner la hausse des prix ?

contre un plan qui vise avant tout à réduire la consommation, alors que 3 millions de familles ont un revenu inférieur à 200 F par mois, alors que les petits fonctionnaires ne sont pas responsables de l'inflation.

TRIBIE. — Nous ne sommes pas

Nous reprochons au gouvernement de ne pas toucher aux circuits de distribution qui sont beaucoup trop lourds. Et si l'on commence à lutter contre la spéculation foncière, on ne s'attache pas à éviter les autres spéculations, par exemple celles qui résultent de la vente des fonds de commerce... On ne s'attache pas à réformer la fiscalité, en particulier à alléger la surtaxe progressive qui frappe durement les salariés.

En matière de prix, j'ajouterai qu'il faudrait faire l'éducation du consommateur qui ne doit pas s'imaginer que les produits les plus chers sont nécessairement ceux qui sont de meilleure qualité... Il faudrait enfin un contrôle sérieux des prix, mais en ce domaine le gouvernement est désarmé du fait qu'il a réduit considérablement le nombre des fonctionnaires affectés aux enquêtes économiques.



Attirer l'opinion publique sur la situation actuelle.

la plus représentative dans la fonction publique.

T.S. — Quelles revendications mettez-vous en avant pour la grève du 6 novembre ?

TRIBIE. — Il y a tout d'abord un problème général qui touche l'ensemble du secteur public. Le gouvernement, qui avait promis un rendez-vous à l'automne, nous place maintenant devant le fait accompli.

En ce qui nous concerne, nous avons été reçus par M. Joxe le 7 octobre. De cet entretien, il est résulté que le plan de stabilisation signifiait pratiquement une pause sociale dans la fonction publique. On nous offre 4 % d'augmentation par an au lieu de 3 % (dont 2 % au lieu de 1,5 % au 1<sup>er</sup> octobre).

Le gouvernement prétend bloquer les salaires et les prix à partir du mois de septembre, alors qu'il a permis des hausses entre le 1<sup>er</sup> avril et le 31 août : je cite par exemple le tabac, les journaux, les coupes de cheveux... Et cela alors que 200.000 fonctionnaires gagnent moins de 600 F par mois. Les petits fonctionnaires ne seront pas augmentés de plus de 3 F.

D'autre part, après ce que j'appelle la pénitence vient l'austérité qui, pour les fonctionnaires, sera la conséquence du budget de 1964. Nous demandons, quant à nous, une augmentation des salaires en fonction de l'évolution des prix et de la production. Nous sommes pour une revalorisation, un rattrapage des salaires dans la fonction publique qui devrait se traduire notamment par un traitement de base minimum de 600 F par mois, alors que ce salaire est actuellement à Paris de 510 F brut. Nous pensons aussi qu'une réforme des catégories C et D devrait intervenir, que des améliorations sont nécessaires en matière de titularisation des auxiliaires, de retraites, de rémunérations de début de carrière, d'indemnités et aussi, en ce qui concerne le logement, les services sociaux, les horaires de travail. Mais le gouvernement ne veut rien entendre. Des crédits qui étaient inscrits au budget de 1964 ont même été supprimés.

C'est pourquoi par notre grève du 6 novembre, nous entendons attirer l'attention des Pouvoirs publics et de l'opinion publique sur la situation qui nous est faite. « L'Etat employeur » ne fait pas son métier.

T.S. — Quels sont actuellement les rapports entre les différentes organisations syndicales de fonctionnaires ?

TRIBIE. — Pour notre part, nous avons en ce moment de bons rapports

souligner que toutes les organisations tirent dans le même sens.

T.S. — Dans le rapport qu'il a présenté à la conférence des revenus, M. Massé, commissaire général au Plan, a déclaré : « Il n'est pas impossible d'imaginer que les professions soumises à la loi du risque ne soient pas traitées de la même manière que les professions fermées. » N'est-ce pas peser, d'une certaine façon, la question des rapports entre les salaires du secteur privé et ceux du secteur public ?

TRIBIE. — Il est clair que le gouvernement n'est pas favorable à une parité absolue entre le secteur privé et le secteur public, notamment pour les cadres. Il souhaiterait une plus grande mobilité des cadres supérieurs de l'Administration qu'il considère comme n'étant pas mal payés. En ce qui concerne les cadres moyens, je dirai qu'ils paient durement leur stabilité qui est incontestable. J'ajouterai d'ailleurs que les cadres du secteur privé, au moins dans les entreprises importantes, connaissent aussi la stabilité.

Mais celle-ci n'est pas tout. Il y a pour l'ensemble des fonctionnaires les servitudes qu'entraînent les changements de résidence exigés par le déroulement de la carrière, voire les déplacements qui résultent de leurs fonctions. Il y a la qualification professionnelle. Il devrait être possible de procéder à des comparaisons objectives entre les différents secteurs, à des pondérations de salaires découlant des facteurs que je viens d'énumérer, et cela d'autant plus que le nombre des techniciens ne cesse de grandir dans le secteur public, en raison, notamment, des nationalisations dont nous déplorons qu'elles soient devenues des étatisations. Nous sommes, en ce qui nous concerne, pour une hiérarchie raisonnable basée sur un minimum social permettant aux plus défavorisés de vivre décemment.

Je signale qu'à la fin de la IV<sup>e</sup> République, une commission instaurée par les Pouvoirs publics et à laquelle nous avons participé, la commission Masselin, avait abouti en ce domaine à des conclusions intéressantes. Mais le gouvernement a relégué tout cela aux archives.

Ce qui me frappe en tout cas, c'est qu'actuellement les fonctionnaires sont beaucoup plus tentés qu'autrefois de comparer leurs rémunérations à celles des salariés du secteur privé...

T.S. — La lutte contre l'inflation n'est-elle pas une nécessité ?

contre le principe du plan de stabilisation car il est vrai que nous, travailleurs, serions les premières victimes de l'inflation. Nous sommes

VIALLETEL, villa J.-Jaurès  
19, rue Rossignol, THIONVILLE (Moselle), (CCP Nancy 1355-13), édite des enveloppes « Halte aux essais nucléaires de tous les pays ». Franco : 10 F les 550. Echantillons contre 0.40 F.

## MARTINI



l'apéritif

# Pour lutter contre la spéculation foncière

## LE BLUFF GOUVERNEMENTAL SOULIGNE L'URGENCE

### D'UNE " MUNICIPALISATION " DU SOL

240 députés (contre 96), puis 439 (contre 3), ont approuvé la semaine dernière les deux articles de la loi de finances 1964, consacrés à la répression de la spéculation foncière. Amendés, surchargés, atténués, ces deux articles (3 et 8) ont un but politique précis : donner bonne conscience à la majorité gaulliste — toute surprise de se voir lutter contre les spéculateurs — et mystifier l'opinion, en tentant de faire croire que le nouveau régime s'attaque aux « groupes d'intérêts ».

Qu'en est-il exactement ? Et faute de constituer « la » solution au scandale de la spéculation foncière, ces textes représentent-ils un progrès par rapport à la législation actuelle ? Nous allons répondre sur ces deux points, en soulignant que le nouveau bluff gouvernemental ne sera pas complètement inutile, dans la mesure où il fera prendre conscience à l'opinion de l'urgence de la vraie solution : la « municipalisation » du sol à bâtir.

**A**VANT d'analyser les dispositions du projet gouvernemental, il faut d'abord se souvenir que ce qui compte, en ce domaine, c'est moins le détail des textes, que la volonté politique de les appliquer. Car des textes, nous en sommes submergés depuis... Philippe-Auguste et son fameux édit sur le payage à Paris.

La monarchie en avait promulgué des dizaines, pour faire contribuer les propriétaires fonciers au financement des travaux qui les enrichissaient. La Révolution y ajouta des lois pour confisquer les plus-values foncières, lois que Napoléon rendit encore plus sévères. La monarchie de juillet, puis la III<sup>e</sup> République complétèrent le dossier, que la IV<sup>e</sup> République enrichit encore, notamment avec l'article 26 de la loi-cadre Chochoy d'août 1957.

#### Tant de textes inappliqués...

Pour ne pas être en reste, la V<sup>e</sup> République y alla de ses textes : ordonnance du 23 octobre 1958 (sur la récupération des plus-values) ; décret du 31 décembre 1958 (complété par un décret du 30 novembre 1961), obligeant les constructeurs à contribuer au financement des équipements publics ; loi du 3 juillet 1961 (précisée par un décret du 13 avril 1962) instituant une « redevance d'équipement », due par les propriétaires fonciers ; loi du 21 décembre 1961 (complétée par un décret du 23 mai 1962) instituant une taxe de 25 p. 100 sur les plus-values foncières réalisées lors de la vente de terrains... Encore n'avons-nous cité que les principaux textes.

Mais alors, d'où vient qu'en dépit de cette muraille législative et réglementaire la spéculation foncière ait continué et se soit même accélérée — on a vu des terrains valoir 20 ou 50 fois plus cher au bout de quelques années seulement ?

Tout simplement de ce que les textes votés ou promulgués ne sont pas appliqués. « Trop compliqués », disent les tribunaux, complaisants pour les spéculateurs ; « trop difficiles à mettre en œuvre », ajoutent les administrations (qui les ont pourtant rédigés) ou les préfets, enclins à fermer les yeux sur les grandes fortunes locales. Alors qu'est-ce que deux articles de loi supplémentaires peuvent bien apporter dans la lutte contre les spéculateurs ?

Tel est bien le problème : il s'agit plus cette fois de poudre aux yeux que de répression effective de la spéculation. Car rien ne garantit que les

deux nouveaux articles seront plus appliqués que les précédents. Le seraient-ils, d'ailleurs, que la spéculation foncière ne s'en porterait pas plus mal.

#### Les terrains vendus seront plus rares, donc plus chers

Les mesures prévues par le gouvernement pour réprimer la spéculation foncière sont en effet inadéquates. Il est certain qu'elles se traduiraient par une nouvelle... hausse des prix des terrains à bâtir, soit exactement le contraire de ce qu'on déclare chercher.

1) La taxation — comme revenu — d'une partie des plus-values réalisées lors de la vente de terrains amènera de nombreux propriétaires fonciers à différer la vente qu'ils envisageaient. C'est d'ailleurs ce qui s'est produit depuis deux ans : les propriétaires, astreints par la loi de décembre 1961 à payer 25 p. 100 de la plus-value foncière réalisée, ont différé les ventes, en attendant de voir si cette taxe serait effectivement perçue. Tant d'exemples ont été donnés dans le passé de textes restés lettre morte que le bon sens conseillait en effet l'attentisme. Cela ne fera que s'amplifier avec les nouveaux textes.

Or, en économie capitaliste, toute rétention de terrains se traduit par une hausse du prix des sols mis en vente (puisque les constructeurs doivent quand même trouver les 6.000 hectares nouveaux nécessaires pour

#### Qu'est-ce que le « Service national de l'habitat » ?

L'organisme décentralisé et démocratiquement géré qui serait chargé de mettre en œuvre la politique populaire et socialiste du logement que nous préconisons : construction massive orientée en priorité vers le logement des classes populaires ; gestion et entretien du patrimoine immobilier ancien, grâce à une pérennité des loyers en fonction des revenus ; aménagement du territoire et mise en œuvre de la « municipalisation » du sol...

Comment fonctionnerait ce S.N.H. ? Vous le saurez en lisant la brochure publiée à cet effet par le P.S.U. : Le Service national de l'habitat (0,50 F, 54, boulevard Garibaldi, Paris-XV<sup>e</sup>).

bâtir chaque année les 320.000 logements qui se construisent bon an mal an). La loi de l'offre et de la demande va évidemment à l'encontre de la lutte antispéculative.

2) Un second effet renforcera le premier : les propriétaires fonciers qui sont obligés de vendre (quand ils ont besoin d'argent, par exemple) chercheront par tous les moyens à faire payer à l'acquéreur l'impôt que leur réclamera le fisc. Ainsi, le terrain qui se serait vendu un million se vendra vraisemblablement 1,2 ou 1,3 million, pour que le vendeur soit dédommagé de l'impôt qui va lui être réclamé.

Là aussi, c'est l'expérience qui conduit à raisonner ainsi : le prix de nombreux terrains vendus depuis 1961 a, en effet, été majoré, pour y inclure la taxe de 25 p. 100 instituée il y a deux ans.

#### Les députés gaullistes au secours des spéculateurs

3) Les multiples amendements apportés au texte initial par les députés de la majorité gaulliste ont d'ailleurs réduit fortement la sévérité — au moins sur le papier — du projet gouvernemental. Les terrains de moins

de 8 francs le mètre carré (25 pour les vignobles) ne seront pas soumis à la taxation des plus-values foncières. De même, les plus-values inférieures à 6 millions d'anciens francs (3 à partir de 1964) seront exonérées d'impôt ; et pour celles qui dépassent les 6 millions, une « décote » (réduction) d'impôt sera appliquée jusqu'à 12 millions (6 à partir de 1964). Enfin, si le terrain a été acquis par héritage, sa vente ne donnera lieu qu'à une taxation réduite de moitié.

Les spéculateurs, on le voit, n'ont pas trop d'inquiétude à avoir pour leurs profits.

4) Enfin, dernière mesure prévue (celle de l'article 8) : une taxe (de l'ordre de 2.000 à 3.000 francs actuels par logement pouvant être construit) sera perçue sur les terrains qu'équiperont les collectivités locales. Le principe est bon ; mais la taxe ne sera recouvrable que plusieurs années après qu'auront été effectués les travaux ; surtout, elle restera très faible en comparaison de la plus-value que peut espérer réaliser le propriétaire du terrain ainsi équipé par la collectivité ; elle ne l'incitera donc pas à vendre, mais à garder son terrain non construit, dans l'espoir d'un plus grand bénéfice ultérieur.

On retrouve donc ici la critique précédente : inadapté au problème à résoudre, le projet gouvernemental sera de peu d'effet contre la spéculation.

Son échec sera cependant positif. Dans la mesure où il manifesterait la nécessité d'aller au-delà, c'est-à-dire de mettre fin à la spéculation foncière autrement qu'en recourant aux règles capitalistes de l'économie de marché. Comment ?

#### La « municipalisation » du sol fait des adeptes

Par la « municipalisation » du sol à bâtir. Qu'est-ce exactement ? La possibilité donnée à la collectivité communale de devenir propriétaire du sol constructible sur son territoire, à charge pour elle de ne plus jamais le rétrocéder. La spéculation foncière, qui résulte d'achats et de reventes à l'infini, deviendra dès lors totalement impossible, puisqu'il n'y aura plus de revente.

Comment la municipalité pourra-t-elle acquérir ces terrains ? Soit en les achetant comptant (à un prix non spéculatif, qui serait à fixer par la loi ou par des magistrats non complaisants à l'égard des propriétaires fonciers) ; soit, si elle manque de fonds dans l'immédiat, en s'engageant à verser une rente aux anciens proprié-

taires fonciers ; soit encore en indemnisant en nature ces propriétaires, à qui elle offrirait des appartements (construits sur leur sol) en échange des terrains cédés par eux.

Dans tous les cas, le fait pour la municipalité d'être acheteur unique du sol ferait aussitôt baisser les prix et mettrait fin à la spéculation.

Bien sûr, la commune n'utiliserait peut-être pas elle-même tous les terrains ; mais elle pourrait les louer — pour 30 ou 50 ans — à des constructeurs (publics ou privés), moyennant un cahier des charges très précis, stipulant le nombre et le genre de logements à construire, les règles d'urbanisme et d'équipement à respecter, ainsi que les loyers à percevoir.

C'est vers cette solution qu'on s'orientera nécessairement, puisqu'elle est la seule à pouvoir mettre fin à la spéculation foncière, sans ruiner les contribuables. Mais elle suppose un

#### Qu'est-ce que la « municipalisation » du sol ?

Le retour à la collectivité communale de la propriété du sol à bâtir, dont l'appropriation privée permet actuellement aux particuliers de spéculer à l'infini sur les terrains, en profitant de la crise du logement.

Comment mettre en œuvre la « municipalisation » du sol ? Vous en lirez tous les détails dans la brochure publiée par le P.S.U. sur Le Service national de l'habitat (0,50 F, 54, boulevard Garibaldi, Paris-XV<sup>e</sup>).

contexte politique qui n'est pas réuni actuellement. Il faudra attendre un changement politique profond — peut-être l'arrivée au pouvoir du Front socialiste — pour que la « municipalisation » ait les honneurs des lois.

Pour l'instant, l'idée progresse. Non seulement dans les administrations compétentes, mais encore dans l'opinion. Déjà, des formes atténuées de « municipalisation » sont à l'étude dans les services administratifs : sous forme, par exemple, de location à long terme de terrains aux municipalités (par les propriétaires fonciers qui garderaient la propriété de leur sol mais en perdraient l'usage). C'est la preuve que l'idée fait son chemin.

Il nous appartient, qu'elle le fasse le plus vite possible, notamment dans les syndicats et les partis politiques appelés à collaborer avec nous au sein du Front socialiste.

M. Rungis.

#### Le billet de Jean Binot

## LE JOUR DES MORTS

Karl Jaspers, une espèce de philosophe qui n'est même pas général, « soldat » commence à devenir un « personnage romantique ». Et voilà place dans la galerie des rôles périmés : le jongleur, le montreur d'ours et le sonneur de cloches ? Car nous en sommes au carillon et à dans et vrombissants aux Champs-Élysées, sur la Place Rouge et ailleurs ?

« La guerre crèvera d'obésité », disait Anatole France, qui voulait être optimiste... Plus près de nous, Einstein a dit : « Je ne sais quelles armes viendront à être employées dans la prochaine guerre. Mais je sais bien lesquelles dans celle qui suivra : l'arc et les flèches. »

Allons ! il est temps de relire ce livre prophétique qu'aujourd'hui oublie : Le Dernier Civil — et de maudire tous ceux qui, en tous lieux, ordonnèrent de fabriquer la bombe ; à partir de quoi, se dénombreront les jours de notre mort.

# GRANDES ET PETITES MANŒUVRES

## LA CONFÉRENCE DES REVENUS

Le gouvernement avait sans doute espéré en multipliant les « Tables Rondes » avec les syndicats, désamorcer le mouvement revendicatif dont la montée le préoccupe.

Sans doute pensait-il « engluier » les syndicats dans une série de procédures de discussion, où ils seraient apparus, vaille que vaille, comme des « partenaires », avec lesquels on discute certes, mais qui se déclarent, d'accord avec un certain nombre d'objectifs, et en premier lieu ceux du plan de stabilisation.

Pour cela, Pompidou et son ministre des Finances avaient trouvé habile, de se servir des organismes officiels tels que le Commissariat au Plan ou l'I.N.S.E.E., comme intermédiaires à l'abri desquels il pourrait faire passer sa politique.

Le calcul ne manquait pas d'astuce. Aux yeux de l'opinion, les syndicats en refusant la discussion proposée, risquaient d'apparaître comme jouant le tout ou rien, donc de se disqualifier. En l'acceptant, au contraire, ils allaient montrer qu'on pouvait discuter entre gens raisonnables, des possibilités objectives d'améliorer la situation. Autre manière de disqualifier les directions syndicales par rapport à leur base, en les obligeant à discuter dans de nouveaux cadres, dans l'espoir que pendant ce temps ils calmeraient les impatiences et les appétits « déraisonnables », du mineur et du gazier, du cheminot ou du fonctionnaire.

Mais ce que le gouvernement n'attendait pas, c'est que ce jeu se retourne aussi clairement contre lui. Car jamais il n'était apparu avec autant d'évidence qu'une politique des revenus était inconcevable dans le cadre de ce régime. Les deux premières réunions de la Conférence des Revenus ont fait éclater un certain nombre de mythes officiels comme bulles de savon. L'aveu même des insuffisances statistiques, honnêtement formulé par les responsables des

pêcher les effets désastreux de grèves répétées.

Le second était une Conférence générale sur les Revenus. Le Commissaire général au Plan, devait réunir l'ensemble des organisations syndicales et patronales, pour discuter avec elles de la politique des revenus et de ses perspectives à la veille de la préparation du V<sup>e</sup> Plan.

La presse et la radio aux ordres n'ont pas manqué de souligner à quel point le pouvoir montrait ainsi son souci de convaincre et non d'imposer. Jamais au grand jamais, on n'avait vu gouvernement plus sensible aux remarques des uns et des autres. C'est au grand jour et entre gens compétents et sérieux que l'avenir du pays et de tout un chacun, allait être discuté.

Depuis, la même presse et la même radio sont devenues plus discrètes. Pourquoi ?

### Une mission qui démarre difficilement

En ce qui concerne la mission Toutée, si l'on sait que le Conseiller d'Etat doit rendre son rapport avant la fin de l'année, et si l'a vu le Premier ministre, on ne connaît pas encore le fruit de ses réflexions.

Les syndicats moins que tous autres.

C'est que l'on voit mal, et lui tout le premier, quelles nouvelles procédures pourraient être inventées pour faciliter les discussions.

Les syndicats n'ont pas manqué de souligner que les organismes étaient déjà nombreux où syndicats et gouvernement se rencontreraient et pouvaient échanger leurs points de vue. Point n'était besoin d'en créer de nouveaux. Et même plus précisément, il vaudrait mieux tenir compte des avis qui avaient pu être formulés dans le passé par le Conseil économique et social ou la Commission supé-

niveau tout autre de celui que le gouvernement paraissait souhaiter. C'est un dialogue différent de celui sur le plan de stabilisation, qui a été engagé. Il est sans doute-tôt encore pour tirer des conclusions, mais on ne peut être que frappé du vague des formules du Commissaire. S'il annonce que les objectifs sont :

— de permettre en prévenant les déséquilibres une expansion plus régulière et au total, plus forte ;

— d'assurer une répartition plus équitable des fruits de cette expansion.

Il se contente, pour l'immédiat, de « chercher à remédier, pour un nombre limité de groupes aux disparités les plus criantes ». Le critère n'étant pas la parité immédiate à tout prix mais « un composé complexe de spécificité et de solidarité ». Nul doute que ces formules ont eu des auditeurs attentifs. Quant à savoir ce qu'elles recouvrent ?

Mais toute politique de revenus, suppose au moins leur connaissance.

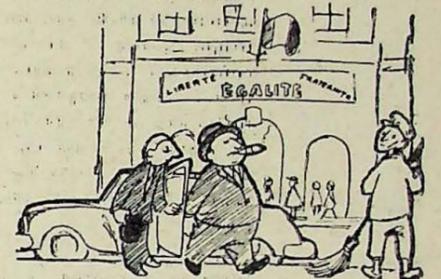
Or sur ce plan également, la Conférence a démontré que l'on était loin de posséder les instruments statistiques nécessaires.

Le directeur de l'I.N.S.E.E., M. Gruson, n'a pu qu'annoncer une nouvelle enquête de consommation, dont les premiers résultats ne seront connus au mieux que début 1965.

Comme le disait avec humour un syndicaliste, qui avait noté les réserves du directeur de l'I.N.S.E.E., par rapport aux propres travaux de ses services, et le manque de crédits de recherche que ces incertitudes traduisaient : « Si cela continue, le seul mot

d'ordre possible va être des crédits pour l'I.N.S.E.E. ».

Ce qu'il est en tout cas apparu clairement, à travers ces discussions, c'est que le gouvernement non seulement n'avait pas de politique des revenus, mais avait cherché d'abord et surtout à perdre les syndicats dans un brouillard de chiffres.



Malheureusement pour lui, ceux-ci, avec l'aide inattendue des services officiels, ont pu démontrer que derrière ces chiffres, il y avait une politique qui n'était ni sociale ni libérale.

Encore fallait-il y répondre. Sur un terrain tout autre que celui espéré par le gouvernement. Les grèves du 6 novembre sont une première réponse. Qui sera suivie de beaucoup d'autres, encore plus vigoureuses et plus larges.

M. Echeverry



services officiels, rendait impossible le tour technique que le gouvernement souhaitait donner à la discussion.

Mais reprenons par le commencement.

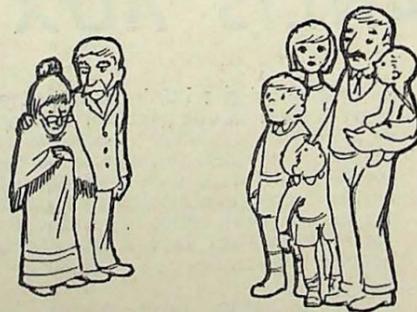
### Le plan du gouvernement

Dès que les mesures du plan anti-hausse, du gouvernement furent décidées, celui-ci s'inquiéta des réactions syndicales qui n'allaient pas manquer de se produire.

Aussi très spectaculairement, il annonça qu'il entendait bien discuter avec toutes les organisations syndicales des mesures décidées. Et pour bien montrer sa bonne volonté et sa bonne foi, le Premier Ministre reçut pour la première fois depuis de longues années, les dirigeants de la C.G.T.

Dès le départ, deux cadres de discussion étaient proposés par le gouvernement.

Le premier concernant les procédures de discussion elles-mêmes. Mission fut donnée à un conseiller d'Etat, M. Toutée, de voir avec les syndicats qu'elles pourraient être les procédures permanentes de discussion qui pourraient permettre d'éviter que les conflits dans le secteur public, débouchent, régulièrement sur des grèves. Il s'agit donc de trouver des formes nouvelles de dialogue, qui pourraient devenir statutaires, et em-



rieure du Plan, ou la Commission nationale de la Main-d'œuvre, plutôt que de chercher à créer de nouveaux cadres de discussion.

Au surplus, depuis quand le gouvernement est-il en peine de rencontrer les syndicats quand un problème se pose.

Quel est donc l'objet exact de la mission Toutée. Est-ce de faciliter les futures discussions ? Ou de trouver les mille et une manières de s'attacher à la représentativité des syndicats ? Ou plus simplement encore de détourner l'attention de l'opinion, et d'essayer de faire croire que les conflits en cours, ne se produisent que parce que l'on discute mal, et dans des cadres non appropriés.

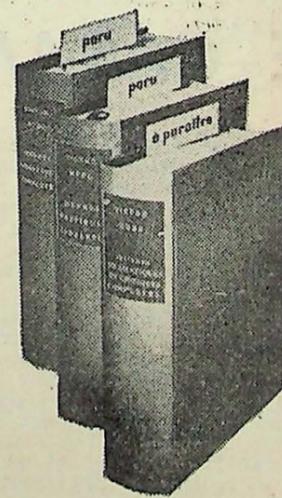
Avant même que de commencer, la mission Toutée s'effondre d'elle-même et apparaît sans objet. Trois semaines après avoir accepté, M. Toutée n'a vu aucune organisation. Temps d'étude précieux assurément. Mais d'étude de quoi ?

### A propos de statistiques

On voit plus clair, en ce qui concerne la Conférence des Revenus. Mais ici les choses ne tournent sans doute pas comme l'aurait souhaité le gouvernement.

Si M. Massé, Commissaire au Plan, a fait à l'ouverture de la conférence un exposé aussi brillant que prudent, il a en fait situé la discussion à un

TRIBUNE SOCIALISTE offre à ses lecteurs, à des conditions exceptionnelles, la première édition vraiment complète des œuvres de



## VICTOR HUGO

Voici en cours d'achèvement, l'édition monumentale que le XX<sup>e</sup> siècle aura l'honneur d'avoir consacré à la plus grande œuvre du XIX<sup>e</sup> siècle : celle de Victor Hugo. Au lieu des quelque 90 volumes des anciennes éditions dont beaucoup sont introuvables en librairie, les Œuvres Complètes de V. Hugo comportent quatre magnifiques ouvrages de bibliothèque de près de 1.800 pages chacun, reliés pleine toile, titre or fin, tranche supérieure dorée. Deux volumes sont parus, mais seront hélas bientôt épuisés, le tome I : *Les Œuvres Poétiques Complètes* et le tome II : *Les Œuvres Romanesques Complètes*. L'un et l'autre ont été salués par l'unanimité de la presse comme des chefs-d'œuvre de l'édition française. Le Tome III est sous presse. Il comprend tout le Théâtre de Victor Hugo, non seulement les pièces plus célèbres comme *Hernani* ou *Ruy Blas*, mais même des pièces inconnues comme les « Comédies Cassées », toutes les Œuvres Critiques, tous les Journaux Intimes et les extraordinaires « Comptes Rendus des Tables Tournautes » illustrés par une vingtaine de pages de dessins faits par la Table Tournaute.

Nous pouvons encore offrir aux lecteurs de ce journal (remplir le paragraphe 1 du bon) les tomes I et II actuellement en cours d'épuisement aux conditions exceptionnelles suivantes : 1°) chaque tome : 10 versements mensuels de 13,50 F, ou 3 de 42 F, ou 120 F comptant. 2°) les 2 tomes ensemble : 10 versements mensuels de 26 F, ou 3 de 80 F, ou 228 F comptant. Le tome III : *Œuvres Dramatiques et Critiques Complètes*, du fait des hausses considérables subies par l'industrie du livre, sera vendu au minimum 135 F comptant et 150 F en 10 versements, mais nous pouvons l'offrir aux souscripteurs, avant la mise en vente, au même prix que les précédents : soit 13,50 F par mois pendant 10 mois, 42 F par mois pendant 3 mois ou 120 F comptant. Pour bénéficier de ce prix de faveur, remplir le bon ci-contre (paragraphe 2) et joindre à l'envoi 13,50 F par chèque bancaire ou postal ou mandat. Mais attention ! la mise en vente qui clora cette souscription, aura lieu à une date très rapprochée. N'hésitez donc pas à envoyer aujourd'hui même votre souscription à la librairie PILOTE, 30, rue de Grenelle, Paris VII<sup>e</sup>.

**L'ENTHOUSIASME DE LA PRESSE**  
*la Grande Encyclopédie du lyrisme français (LIBÉRATION) ... une extraordinaire édition (JOURS DE FRANCE) ... l'indispensable recueil (FIGARO) ... Magnifique (COMBAT) ... c'est monumental (L'INFORMATION) ...*

**BON** à adresser à la  
**LIBRAIRIE PILOTE**  
 30 rue de Grenelle Paris 7<sup>e</sup>

(cocher les cases précédant les formules adoptées)

1 - Veuillez m'adresser  LES ŒUVRES POÉTIQUES COMPLÈTES  LES ŒUVRES ROMANESQUES COMPLÈTES DE VICTOR HUGO que je réglerai en  1  3  10 versements.

2 - Je souscris aux  ŒUVRES DRAMATIQUES ET CRITIQUES DE VICTOR HUGO. Veuillez trouver ci-inclus, libellé au nom de la Librairie Pilote :

Chèque bancaire  chèque postal compte Librairie Pilote N° 13.905-31 PARIS  mandat de 13,50 F. Ce versement me donne droit au prix exceptionnel de souscription : je réglerai le solde après livraison soit  106,50 F. en un versement  3 versements de 37,50 F.  9 versements de 13,50 F.

NOM .....

Adresse habituelle .....

N° CCP ou bancaire .....

Signature .....

T.S. 3.10

# L'ENJEU DU CONGRÈS DU PARTI SOCIALISTE ITALIEN

Le congrès du parti socialiste italien qui s'est tenu à Rome il y a quelques semaines s'est déroulé dans une atmosphère tendue. Comme lors du congrès précédent Pietro Nenni, le leader de la majorité du parti, l'a emporté d'une courte tête sur l'aile gauche du parti en s'assurant 57 % des mandats.

Cette victoire attendue mais moins ample qu'on ne le prévoyait est cependant loin de régler les problèmes, la majorité de Nenni est en effet profondément divisée depuis juin dernier, lorsque grâce à la révolte de Riccardo Lombardi, de Fernando Santi (secrétaire adjoint de la C.G.I.L.), de Tristano Codignola, membres de la majorité, les accords de la Camillucia passés entre Nenni et Aldo Moro, secrétaire général de la démocratie chrétienne furent repoussés par le comité central du P.S.I. Face à Nenni qui voulait un accord à tout prix avec la démocratie chrétienne et tenait à faire entrer le P.S.I. au gouvernement, les amis de Riccardo Lombardi ont voulu poser des conditions programmatiques et forcer la D.C. à accepter une politique plus avancée sur le plan social et sur le plan économique (début d'une planification à la française).



Nenni : il contrôle très solidement l'appareil du parti. (Agip.)

Pour la préparation du congrès, les frères ennemis de la majorité ont fait taire leurs divergences et sont arrivés à présenter un front commun contre l'aile gauche du parti, qui elle s'oppose globalement à la politique de centre gauche et reproche à la majorité du parti de chercher le dialogue avec les masses catholiques non en s'adressant à la gauche chrétienne (syndicats, minorités de gauche de la D.C.), mais à la direction conservatrice et bourgeoise du parti catholique. Ce front commun contre ceux qu'on accuse injustement d'être des satellites du P.C. (les « carristi » c'est-à-dire les partisans des chars soviétiques à Budapest) est apparu dès le début comme très fragile. Riccardo Lombardi n'a pas perdu une occasion de faire savoir qu'il ne partageait pas les idées néo-atlantiques de Pietro Nenni et que s'il n'était pas opposé à une participation gouvernementale du P.S.I. il ne l'acceptait que sous condition (application du programme immédiat du P.S.I.).

C'est donc une bataille très équivoque qui a été menée par la droite du parti contre la gauche, contre le petit groupe centriste de Pertini (3 % des mandats). Il est très difficile de savoir ce que signifient exactement les votes obtenus par la majorité ; sont-ils en faveur du centre gauche parlementaire de Nenni ou en faveur

du centre gauche programmatique de Lombardi ? Il est bien difficile de répondre. Mais il est certain que Nenni qui contrôle très solidement l'appareil du parti cherchera à utiliser l'équivoque pour imposer sa politique qui à plus ou moins brève échéance provoquera une scission profonde du mouvement ouvrier italien, y compris sur le plan syndical.

## Responsabilité de la gauche du parti

Dans cette conjoncture la responsabilité de la gauche du parti est énorme. Si elle sait être ferme sans sectarisme, elle peut approfondir les divisions de la majorité et pousser les amis de Lombardi à refuser la politique nennienne de social-démocratisation du parti (acceptation des positions de Saragat). Si, au contraire, elle se contentait d'une condamnation plus ou moins platonique de Nenni, tout en se pliant dans la pratique, les hésitations des opposants à la Lombardi seraient vite balayés. On dit un peu facilement dans la presse française que la gauche n'a pas de véritable politique à opposer à celle de Nenni. C'est inexact ; la gauche a toujours spécifié qu'elle ne refusait pas la discussion ou la rencontre avec la D.C., mais qu'elle ne la concevait que dans une perspective dynamique de mobilisation des masses et de lutte pour des réformes de structure anti-capitalistes. S'appuyant sur l'indéniable tournant à gauche des masses populaires italiennes elle entend prolonger ce mouvement en démasquant peu à peu la nature profonde de la direction démocratique.

chrétienne, son caractère réactionnaire face aux aspirations des travailleurs catholiques.

D'après les premiers renseignements parvenus sur le déroulement du congrès il semble bien que la gauche ait été à la hauteur des circonstances. Au nom de ses amis T. Vecchietti a clairement laissé entendre qu'une application de la ligne Nenni, c'est-à-dire une participation gouvernementale sans conditions, signifierait une scission du parti avec toutes ses conséquences aussi bien sur le plan parlementaire que sur le plan de l'activité militante. Nenni se trouve ainsi placé au pied du mur, de même Riccardo Lombardi qui doit choisir entre la défense pratique de ses idées et une capitulation lourde de conséquences devant Nenni, avec à la clé, la scission du parti. Le congrès n'a pas répondu de façon équivoque à la question de la gauche, il a été obligé de l'enregistrer et il a dû charger la nouvelle direction de le faire.

## Quelques éléments de surprise

De ce point il est intéressant de noter que les élections au comité central au sein de la liste majoritaire ont apporté quelques éléments de surprise. Le courant de Riccardo Lombardi a obtenu quinze sièges, devenant ainsi l'arbitre de la situation. Sans lui Pietro Nenni est en minorité au comité central, coalisé avec la gauche il devient majoritaire. Cette simple arithmétique ne donne pas, bien entendu, la clé de l'avenir, le groupe autour de Lombardi est lui-même hétérogène. Le syndicaliste F.

Santi est essentiellement préoccupé par la question de la collaboration entre les courants socialiste et communiste dans la C.G.I.L. (C.G.T. italienne). R. Lombardi est très attaché à des conceptions semi-technocratiques de gestion de l'économie. D'autres sont simplement sceptiques quant aux résultats de la politique parlementariste de Nenni et ne veulent pas payer un prix trop lourd pour son application. L'avenir est donc très incertain et l'ampleur de la poussée populaire risque de bouleverser des calculs.

## Des résonances internationales

Cette crise du P.S.I. est évidemment très liée à la conjoncture italienne, mais elle comporte aussi des aspects qui lui donnent des résonances internationales. Il s'agit en fait d'une crise qui voit l'affrontement de ceux qui se plient à l'évolution néo-capitaliste quels que soient par ailleurs leurs mérites passés, et de ceux qui ne renoncent pas à jouer sur les contradictions (anciennes et nouvelles) du système capitaliste malgré l'affaiblissement passager du mouvement ouvrier dans la conjoncture de prospérité que traverse encore l'Europe. La droite du P.S.I. est prête à une collaboration subalterne avec les tenants du système afin de l'améliorer un peu ; la gauche du parti, elle, veut utiliser les faiblesses de ce système pour rompre l'équilibre sur lequel il repose. Débat vieux comme le mouvement ouvrier, mais toujours renaissant sous des formes nouvelles.

J. M. Vincent

## GRECE :

# DÉROUTE DE L'EXTRÊME-DROITE DE CARAMANLIS AUX ÉLECTIONS

Après huit années de dictature policière, l'Union Radicale Nationale (E.R.E.) de Caramanlis perd la majorité absolue aux élections. Ces premières informations, à l'heure où nous « mettons sous presse », ne peuvent que réjouir les démocrates du monde entier.

Depuis huit années que Caramanlis gouvernait par la ruse, la menace ou la répression, l'histoire du peuple grec ne fut qu'un long calvaire. Jamais le niveau de vie de la classe laborieuse ne se trouva aussi bas. Chômage et sous-emploi furent monnaie courante et « certificat de civisme » et répression achevèrent de donner à ce régime le caractère de dictature.

D'après les premiers résultats, d'Union du Centre de M. Papandreou sort victorieuse de ces élections tandis que la gauche (E.D.A.) renforce nettement sa position :

Union du Centre, 42,22 p. 100 ;  
E.R.E. Caramanlis, 39,15 p. 100 ;  
E.D.A. (extr.-gauche), 14,36 p. 100 ;  
Parti progressiste, 3,69 p. 100 ;  
Indépendant, 0,54 p. 100.

## Victoire des forces démocratiques

Bien qu'il soit prématuré de vouloir faire de longues analyses sur la politique que suivra le futur gouver-

nement dirigé par l'Union du Centre, il est certain qu'une page de l'histoire de la Grèce est tournée ; ces élections marquent une défaite importante des forces de dictature et de répression ; il eût été impossible d'obtenir ce résultat sans la conjonction de toutes les forces populaires face à un régime policier détesté.

Plus qu'aucun autre peuple, les Français devraient méditer profondément sur ces élections et sur les moyens qui permirent le renversement de la droite au pouvoir depuis huit ans.

La raison en est simple : « Caramanlis n'a-t-il pas demandé au peuple grec de voter « massivement » en faveur de son parti afin de lui permettre de poursuivre « sa mission » et son premier objectif, s'il avait obtenu la majorité absolue qu'il réclamait, aurait été de modifier la Constitution dans le sens d'un renforcement de l'exécutif. A la veille du scrutin n'a-t-il pas déclaré : « Si je ne suis pas au pouvoir, la Grèce sombrera dans l'anarchie. »

Cette conduite et ces propos ne vous rappellent-ils rien ? Oui, bien sûr ! A quelques détails près, nous avons notre Caramanlis. Mêmes principes, même politique, mêmes méthodes, et la description que fait Le Monde de Caramanlis ne serait-elle

pas valable pour notre prince-président ?

« Autoritaire, il est peu contestable que Caramanlis l'est à un degré rarement rencontré en régime parlementaire chez un leader politique. Le gouvernement, c'est lui. Le groupe parlementaire de l'Union nationale radicale, c'est encore lui. Ministres et députés obéissent avec enthousiasme ou résignation, mais aucun ne tente une rébellion. »

Comme au siècle de Périclès, l'exemple et la sagesse viennent d'Athènes.

Dominique Laury.

## Bulletin d'abonnement TRIBUNE SOCIALISTE

NOM .....  
Adresse .....

## Désire s'abonner

Pour une durée de  
(Rayer les mentions inutiles.)  
Soutien ..... 50 F  
1 an ..... 28 F  
6 mois ..... 15 F  
3 mois ..... 7,5 F

Signature :

54, boulevard Garibaldi, Paris-15<sup>e</sup>  
C.C.P. PARIS 5826-65

MAÇONNERIE — PLÂTRERIE — RAVALEMENTS — CARRELAGES

COLOMER

29, cité d'Antin, PARIS (9<sup>e</sup>) — Téléphone : TRInité 05-06

# INDOCHINE : une très longue histoire...

**L**E gros président Diem est mort. Bon ! ça n'est pas une mauvaise chose dans cette guerre qui dure depuis vingt-cinq ans : un mort de plus ou de moins n'a pas grande importance. Comptez les morts japonais et ceux qui sont morts pour les Japonais ; comptez les morts du Vietnam et du corps expéditionnaire, comptez ceux, les pauvres Nhaqués, qui ont péri parce qu'ils génaient entre les deux adversaires implacables, comptez les torturés, les écrasés, les fous, non, vraiment, un mort de plus ou de moins, ça ne compte pas sur le sol indochinois. On dit que le palais du président Diem, ce palais Morodom qui domine Saigon, on dit que ce symbole n'existe plus. Il a été détruit par les obus. Pourtant que de souvenirs, de haines, de complots n'a-t-il pas abrités... L'empereur Bao-Daï, du temps de sa splendeur, était, dit-on, plus occupé à récupérer ce palais qu'à reconquérir sa souveraineté. Le gouvernement français, pendant tout le temps de sa puissance, n'a jamais voulu y abaisser le drapeau tricolore. C'était la présence de la France régnant sur Saigon, présence bien éphémère, présence bien minable.

L'histoire de cette guerre d'Indochine vient de nous être révélée — oui, j'écris « révélée », car, à Paris, la « sale » guerre d'Indochine ne représentait pas grand-chose — par deux livres contradictoires, pourtant complémentaires : *L'Enlèvement*, de Lucien Bodart, et *Dien-Bien-Phu*, de Jules Roy.

## Ceux qui n'ont pas compris.

Lucien Bodart est un correspondant de presse, spécialiste de l'Asie — il y est d'ailleurs né — il a traîné ses guêtres et son stylo dans tous les lieux où il se passait quelque chose. Je crois qu'il est à l'heure actuelle à Tindouf. Ce n'est pas un écrivain : il écrit comme un journaliste, sans phrases, sans littérature. Pour nous faire revivre l'Indochine de 1945 à 1950, il n'a eu qu'à puiser dans ses vieux carnets. De vieux carnets de route oubliés au fond d'une valise. Ce voyage au jour le jour, ces interrogatoires, ces visites dans les postes isolés tenus par une poignée de partisans et commandés par un seul Français, tout cela a une allure fantomatique, pénible, incroyable. Je sais que Bodart exagère, que bien souvent il se laisse exagérer, qu'il a peur, peur des masses grouillantes de l'Asie, peur du peuple innombrable, peur du communisme qu'il n'arrive pas à comprendre.

Le drame est là. Ils ont été nombreux, ceux qui n'ont pas « compris » pourquoi ce peuple courbé s'est relevé un jour et a pris les armes pour submerger les Français. Habités à considérer les Nhaqués comme des serviteurs et non comme des hommes, ce sont d'abord les civils, les coloniaux qui, en 1946, se sont aperçus que l'Indochine française était morte. Puis après, de fautes politiques en erreurs psychologiques, sont venus les militaires et eux aussi ont dû lâcher... D'abord un poste isolé puis une portion de route... La guerre s'est levée au fil des embuscades et des assassinats. L'armée française combattait en aveugle sans connaître le pays, sans parler la langue : le corps expéditionnaire se vit confier cette tâche ubuesque de pacifier l'Indochine. Mais tout cela s'est fait graduellement. De 1945 à 1950, l'on assista à une guerre « calme » ; la situation ne se détériorant que lentement, les Français avaient encore l'illusion de contrôler le pays. Et, de fait, le jour, la paix régnait.

Le corps expéditionnaire était étalé sur la carte « comme une purée », chaque grumeau représentant un poste tenant un point stratégique ; mais il y avait trop de points stratégiques à garder. Ayant renoncé bien vite à reconquérir les populations, l'armée se trouvait entourée d'ennemis surgis des villages de la jungle. Qui était Viet dans toute cela ? Ce paisible paysan n'était-il pas un espion ? Cette femme, un commissaire politique ? Le fait était que nous tenions les objectifs stratégiques et que les Vietminh tenaient la population et les cœurs. Le jour était paisible, mais la nuit était un cauchemar pour les occupants des postes, ces postes faits de terre et de bambou, isolés, ne comptant que sur la poignée de sol-

datés, bien souvent partisans recrutés sur place. Certaines nuits, ce n'était qu'une rafale isolée, une grenade lancée, une brouille mais qui entretenait la peur, l'appréhension, la nervosité, et puis un soir c'était l'assaut, ces milliers de corps presque nus, mal armés se ruant à l'assaut en hurlant, et la mitrailleuse du poste hachait cette masse et toujours elle se reformait, engloutissant les barrières de bambou, grimpant après la tour, tuant et mutilant les défenseurs. Combien de garnisons ont-elles été ainsi englouties dans les nuits d'Indochine ? D'autres fois, par la ruse, c'était en plein jour que les soldats se faisaient massacrer, parfois avec l'aide de légionnaires déserteurs, comme dans cette histoire que raconte Bodart :

« Des officiers français de la Légion arrivent en jeep à un poste pour faire une inspection. Arborant des stikks, de superbes calots, des mines altières, ils se donnent du « Mon colonel », « Mon commandant ». Ils sont chamarrés de galons, ils ont des ordres de mission tricolores. Comment se méfier ? Le sergent de poste est

cines de palétuviers. Mais la rivière de Saigon est soumise à la marée, c'était la marée descendante. Il nous suffisait d'attendre.

Au bout de deux heures, les premiers Viets, tout nus, étaient à découvert. Ils s'efforçaient vraiment de s'enfoncer encore, ils creusaient avec leurs doigts la vase asséchée. On les abattait comme des lapins. L'eau se retirait toujours et chaque mètre de boue qui se découvrait nous apportait son gibier, c'était bien des Viets mais l'on n'a jamais très bien su de quelle espèce, triste et sanglante guérilla, liberté et espérance pour les uns, routine et tripotage pour les autres, devinez le vainqueur... le temps que les troupes de Giap s'organisent, s'arment dans leur réduit inexpugnable du Haut-Tonkin, le temps que les Chinois se libèrent du vieux Tchong Kai-chek, et l'armée française sera balayée. Des généraux incapables, des civils corrompus ou bornés, des mal engagés pour les Français et pourtant jusqu'en 1950 ils feront encore illusion, face à la guérilla, ils auront l'air de tenir le coup.

Extraordinaire mélange de réel cou-

les routes, ni les campagnes, seules les grandes villes nous appartiennent encore et le delta, mais même là les Viets s'infiltrèrent, tout est pourri, l'aviation bombarde en vain les colonnes qui tenacement convergent vers un point sur la carte. « Dien-Bien-Phu ». Jules Roy lui, à l'inverse de Bodart est un écrivain, il n'était pas à Dien-Bien-Phu, il recrée avec beaucoup de talent d'ailleurs, un monde qu'il n'a pas connu. Si j'avais un reproche à lui faire, je dirais que tout ce récit est peut-être trop bien expliqué. Bodart n'explique pas, il transmet des images, il transmet sa peur, son horreur.

Jules Roy, lui, donne des raisons qui ne semblent pas toujours en rapport avec l'intensité du drame qui se joue. A certains moments l'on se dit : Non, ce n'est pas possible qu'un état-major entier soit si bête, si imprudent de laisser 13.000 de ses meilleurs hommes au fond d'une plaine ceinturée de montagnes, que Ho Chi-Minh comparait à un casque colonial renversé et Bigeard à un pot de chambre, tout est absurde dans cette histoire, tout est bête, on sent le dégoût, l'amertu-



Hier l'Indochine, aujourd'hui le Sud-Vietnam : la paix n'est pas revenue...

affolé : ses importants visiteurs, la mine renfrognée, trouvant à redire à tout. Ainsi les partisans ont mauvaise mine, ils sont malingres, ils ne font certainement pas assez de sport. Le « colonel » ordonne une séance de gymnastique, là, devant lui, immédiatement. Que tout le monde y soit. Le « commandant » montre les mouvements. La garnison entière, en petite culotte, les refait avec application. Le « colonel », le « commandant » ouvrent leur serviette de cuir pour prendre des brochures sur la méthode suédoise. Ils en retirent des mitraillettes : quelques rafales à bout portant mettent fin à la leçon comme à la vie de tous les hommes du poste. » La masse, la ruse, la connaissance du pays étaient les atouts des Viets. Ils y joignaient aussi une extraordinaire connaissance des explosifs. Combien de soldats sont morts en saisissant une grenade dont la goupille avait été limée pour exploser au premier contact ? Face à ces adversaires invisibles, souples et meurtriers, comment se défendre, comment reconnaître le paysan du soldat ? Facile, en tuant tout le monde, en tirant dans le tas... Laissons encore Bodart raconter :

« Nous en abattons des quantités, mais il en reste toujours autant, davantage encore, c'est inépuisable. Et puis nous ne cassons pas toujours du vrai Viet, du beau Viet. Il y a de tout dans ce que l'on tue. Nous ne savons qu'après et pas encore toujours ce que c'est, c'est souvent du villageois, de la troupe populaire, de la moitié de Viet. Nous venons d'en liquider trois cents d'un seul coup. Un indicateur a guidé nos légionnaires à un meeting Viet, au bord de la rivière de Saigon. C'était camouflé dans un champ de maïs, mais nous savions où cela se tenait, nous nous ruâmes directement sur la région. Les Viets se jetèrent dans le fleuve, s'enfonçant dans l'eau et la boue de la forêt inondée, se recroquevillant parmi les ra-

me, les zizanies dans l'état-major ; on sent la fin du cauchemar, la solution politique est seule possible et pourtant parce qu'on voulait follement casser du Viet, il a fallu monter cette imbécillité qui s'appelle Dien-Bien-Phu. Mal armé, mal bâti, parce qu'on ne croit plus aux capacités des Vietminh, Dien-Bien-Phu fera illusion quand l'ennemi n'y sera pas. Les ministres visitent, s'inquiètent devant la minceur des murs, le manque de canons, les militaires rassurent, souriants, confiants, puis peu à peu, à mesure qu'approche la date fatale du 13 mars, les espoirs pâlisent, la piste d'aviation est pratiquement impraticable, même sous un simple tir de harcèlement (car, malgré ce que soutenait l'état-major, les Viets ont des canons). Puis le 13 mars 1954, à 17 h. 15. « Langlais prend sa douche dans l'aménagement qu'on a disposé dans la sape qui relie les P.C. quand un claquement de tonnerre et un déchirement du ciel le précipitent dans son abri. Il enfila sa tenue de combat. Le sol tremble sous ses pieds, la terre pleut, les coups secouent les parois et le bruit ressemble à celui d'un navire qui se casse en deux, s'effondre et coule. La lumière s'éteint. Langlais n'en doute plus, les Viets sont à l'heure et c'est le fracas des obus lourds. »

Et le 7 mai, les Viets sont à quelques mètres. Nous allons faire sauter l'émetteur. « Salut les Potes », c'était le dernier message de Dien-Bien-Phu, c'était la fin d'un mythe et à 10.000 kilomètres de là, un autre peuple riche de cet enseignement, allait lui aussi, entreprendre sa guerre de libération, mais ceci est une autre histoire.

Michel Joch.

Lucien Bodart, « L'Enlèvement », Gallimard.  
Jules Roy, « Dien-Bien-Phu », Julliard.

# LE SERVICE CIVIL : MYTHE OU RÉALITÉ

## Pour l'action en milieu jeunes, une trouée : la loi accordant des congés non rémunérés aux travailleurs salariés et apprentis

C'ÉTAIT une vieille revendication des organismes de jeunesse, de demander que le bénéfice de la loi sur les congés culturels puisse être étendu aux responsables des organisations de jeunesse.

Le vote de cette loi (61-1448), dont les décrets d'application sont parus cette année, marque donc une étape importante pour l'ensemble des organismes rassemblés au sein du G.E.R.O.J.E.P.

Les limites de la loi : Notre parti devra s'employer à les faire disparaître. Tout d'abord, la plus importante, c'est que ces congés ne sont pas rémunérés, cependant une décision du Secrétariat d'Etat à la Jeu-

nesse et aux Sports, fera que les organismes de jeunesse prenant en charge de tels stages recevront une subvention de 250 F par stagiaire, et pour un stage de 6 jours. Sur ces 250 F, 150 F devront être reversés au travailleur participant à titre de remboursement partiel du manque à gagner.

Il y a aussi la limite d'âge de 25 ans, les exceptions étant strictement réglementées (3 ans d'action comme responsable d'associations ou mouvements attestée par l'inspecteur départemental de la Jeunesse et des Sports).

Une limite sociale également, puisque sont exclus du bénéfice de la

loi, les non-salariés (jeunes paysans travaillant dans l'entreprise familiale et les étudiants).

En attendant, il faut que l'on s'emploie à ce que ces stages, en étant pris en charge, non par l'Etat, mais en toute indépendance, par des organisations en qui nous pouvons avoir confiance (Auberges de Jeunesse, Maisons des Jeunes et de la Culture, Peuple et Culture, Foyer Léo-Lagrange, Mouvements de Jeunesse, etc.) puissent servir à : 1°) former des cadres nouveaux et nombreux pour ces organismes; 2°) faire avancer l'idée des congés culturels et éducatifs supplémentaires et payés pour l'ensemble de la population de notre pays.

En conclusion, que notre parti, et spécialement les jeunes, suivent avec intérêt les efforts faits dans toute la France, puisque, d'ores et déjà, de nombreux stages s'élaborent et se mettent en place sur des sujets importants (1).

Il faut aussi que le prochain congrès national des J.S.U. étudie cette question, parmi d'autres, afin d'élaborer son programme et son manifeste jeunesse.

Jean Raillane.

(1) On peut signaler des stages sur : la Science et les Techniques, aujourd'hui; le Plan Langevin-Wallon; les problèmes de la femme dans la société actuelle; les techniques d'animation en éducation populaire. On peut se renseigner auprès du journal, qui transmettra.

A titre complémentaire aux lignes de Raillane, précisons que la vieille revendication des organisations de jeunesse était celle d'un congé supplémentaire d'une semaine « aux jeunes travailleurs, aux jeunes travailleuses », au titre culturel. Et non pas d'un « congé cadre jeunesse ». Discutée en 1954-1955, amendée, transformée, modifiée, cette revendication revenait au centre des débats du G.E.R.O.J.E.P. dès 1959. Un nouveau texte était avancé : « Congé culturel annuel pour les jeunes travailleurs ». Peuple et Culture lui reprochait de faire état d'une limitation d'âge, les C.E.M.E.A., une durée inférieure à la durée des stages de formation de moniteurs de colonies de vacances (10 jours). C'est M. Herzog qui proposait la dénomination « Cadres-jeunesse », restreignant considérablement la portée de l'ensemble, notamment en contingentant le nombre annuel de congés et en limitant l'application du droit (exigible « sauf dans le cas où l'employeur estime que cette absence pourrait avoir des conséquences préjudiciables à la production et à la marche de l'entreprise »).

E. C.

Le Groupe d'Etudes des Problèmes du Contingent (G.E.P.C.) vient, dans un texte rendu public, de répéter les termes d'une proposition déjà faite par lui (1) concernant une réforme du service militaire. Le G.E.P.C. part de l'adoption par l'Assemblée nationale du statut des objecteurs de conscience pour s'élever contre la discrimination qu'il introduit entre les appelés. Il estime que la défense nationale repose d'une part sur des forces armées et d'autre part sur des organismes civils de défense qui doivent relever de l'autorité civile. Ainsi l'obligation faite aux jeunes citoyens de contribuer à la défense du pays ne saurait s'exercer seulement dans le cadre du service militaire, mais devrait aussi être réalisée par toutes autres formes civiles qui enseignent à ces jeunes le sens de la collectivité nationale au moyen de tâches effectuées « en commun ». Et le G.E.P.C. réclame l'institution d'un véritable « service civil ».

Sans chercher la polémique, ni expédier en quelques lignes l'abord d'un problème évidemment de taille, on peut relever une certaine confusion dans les termes mêmes du communiqué. Les « organismes civils de défense » devant relever de l'autorité civile, quels peuvent-ils être ? L'ordonnance du 7 janvier 1959 prévoit qu'à tout moment et en cas de « mise en garde » la population active serait réquisitionnée. C'est dire que seule compterait, que seule compte, l'autorité militaire. L'extension du principe de « défense nationale » à toutes autres « formes civiles qui enseignent à ces jeunes le sens de la collectivité nationale au moyen de tâches effectuées en commun » leur suppose ou une optique particulière ou une conception extensible du principe de la tâche dite civile.

Ces réserves ont été exposées au G.E.P.C. Dans « Les Cahiers de l'U.N.E.F. » (1-1963), Jean-Claude Merle les résumait assez justement : « L'U.G.E. et le G.E.P.C. estiment tout deux que l'une des tâches susceptibles d'être assurée par le service civil serait la réalisation d'équipements sportifs et socio-éducatifs en faveur de la jeunesse. Personne ne niera l'indigence de l'Etat en la matière. Le montant du budget annuel de la Jeunesse et des Sports est sans aucune mesure avec les besoins réels. Cette carence procède sans aucun doute d'un choix politique. Une comparaison avec le budget militaire suffit à le montrer. Ainsi lorsque les Pouvoirs publics ne veulent pas assurer cette tâche, qui est pourtant la leur, la jeunesse de notre pays devrait-elle la supporter ? Je pense que non. La seule solution au problème de l'équipement socio-éducatif ne réside pas dans un éventuel service civil, mais dans l'accroissement du budget de l'Education nationale, ce qui implique un choix politique déterminé. » Et J.-C. Merle évoque un autre aspect du problème. Le service civil peut « devenir une arme dirigée contre l'action syndicale. Employé en période de plein emploi, il devient un facteur de baisse des salaires. Il peut réduire à néant l'efficacité de la grève, dernier recours du syndicat » (2).

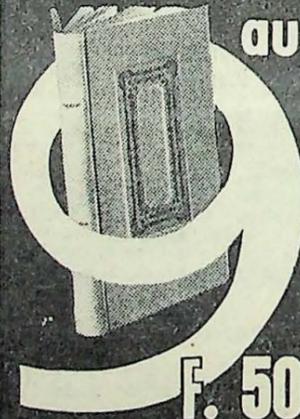
Sans doute le G.E.P.C. envisage-t-il dans l'immédiat la nécessité du service civil d'abord et avant tout par rapport aux objecteurs de conscience. Mais les arbres ne doivent pas dissimuler la forêt.

La majorité à l'Assemblée nationale, faut-il le rappeler, est une majorité U.N.R.

E. C.

(1) Notamment dans un livre, « Service militaire et réforme de l'Armée », Ed. du Seuil.  
(2) Publié par l'U.N.E.F., 15, rue Soufflot, Paris-5<sup>e</sup>.  
Merle signale à juste titre que le G.E.P.C. s'est efforcé d'éviter ce risque en prenant des précautions dans un texte qui a les vertus de tous les textes.

### Offre exceptionnelle à nos lecteurs au lieu de 15 F.



Les ravissants volumes reliés de la collection

## ASTRÉE

(et 8 Fr seulement les œuvres en plusieurs tomes)

F. 50

Œuvres en un seul volume : 9 Fr. 50

**BALZAC** : 1. Une ténébreuse affaire - 2. La Cousine Bette - 3. Eugénie Grandet - 4. Le médecin de campagne - 5. Le curé de village - 6. César Birotteau - 7. **ARISTOPHANE** La Paix - Les Cavaliers - 8. **SAINT AUGUSTIN** Confessions - 9. **BAUDELAIRE** Les paradis artificiels - 10. **BUSSY RABUTIN** Histoire amoureuse des Gaules - 11. **DIDEROT** Le neveu de Romeou - 12. **DOSTOÏEVSKI** L'éternel mari - 13. **GOETHE** Urfaust - 14. **Abbé PREVOST** Manon Lescaut - 15. **RABELAIS** Pantagruel - 16. **RIMBAUD** Œuvres complètes - 17. **ROUSSEAU** Les rêveries du promeneur solitaire - 18. **SHAKESPEARE** Le songe d'une nuit d'été - La tempête - 19. **TOLSTOI** La sonate à Kreutzer - La mort d'Ivan Ilitch - 20. La Geste de Roland.

Œuvres en plusieurs tomes. Le vol. : 8 Fr

**BALZAC** : 21. Illusions perdues, (2 vol.) - 22. Splendeurs et misères des courtisanes; (2 vol.) - 23. **HOMÈRE** Odyssée, (2 vol.) - 24. **MONTAIGNE** Les Essais, (5 vol.) - 25. **MUSSET** Théâtre, (3 vol.) - 26. **PASCAL** Pensées, (2 vol.)

Ces prix sensationnels que nous offrons pour une commande minima de 5 volumes, sont destinés à mieux faire connaître la collection de classiques ASTRÉE — la plus belle réussite, dans ce domaine, de l'édition française depuis la guerre — à faire apprécier son élégant format allongé 10,5 x 20, sa perfection typographique, ses illustrations puisées dans les documents anciens, sa reliure pleine toile couleur pastel différente selon les siècles.

Ainsi tout lecteur qui commandera au moins 5 volumes des listes ci-contre les recevra franco, avec droit de retour : il lui suffirait donc, s'il était déçu, de les renvoyer dans les 48 heures, dans leur emballage d'origine, pour être immédiatement et intégralement remboursés. Chacun pourra ainsi examiner à loisir sans aucun risque cette merveilleuse collection et nous en commander par la suite, s'il le désire, d'autres titres aux mêmes conditions. Mais il faut faire vite car le tirage de certains de ces volumes qui ne seront pas réimprimés est presque entièrement épuisé (d'ores et déjà prière d'indiquer au moins un titre supplémentaire de remplacement pour le cas où l'un des volumes commandés serait épuisé).

Adressez donc immédiatement le bon ci-dessous à la Librairie PILOTE, 30, rue de Grenelle, PARIS VII<sup>e</sup>.

BON à adresser à la Librairie Pilote, 30 rue de Grenelle - Paris 7<sup>e</sup>

Veuillez m'adresser :

..... ouvrages à 9,50 : les N<sup>os</sup> ..... ou à défaut les N<sup>os</sup> .....

..... ouvrages à 8,00 : les N<sup>os</sup> ..... ou à défaut les N<sup>os</sup> .....

pour un montant total de ..... somme que veuillez trouver ci-joint en un  chèque

chèque postal à votre compte Paris N<sup>o</sup> 13305 31  mandat. Je garde le droit de renvoyer ces volumes dans les 48 heures dans leur emballage d'origine et je serai en ce cas immédiatement et intégralement remboursé.

NOM ..... Profession .....

Adresse ..... Signature : .....

C. C. P. ou bancaire .....

T.S. 1 XI

### BULLETIN D'ADHESION

Nom .....

Prénom .....

Adresse .....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche. (Bulletin à retourner au siège du P. S. U., 8, rue Jenner, Paris (9<sup>e</sup>)).

# POUR COMPRENDRE LES PROBLÈMES DU SOCIALISME : UNE SÉRIE DE DOCUMENTS INDISPENSABLES

Avec « L'Évolution des structures de l'État », conférences de Maurice Duverger, (Apogée et déclin du système parlementaire) et Manuel Bridier, (L'évolution du pouvoir dans la société contemporaine), les Cahiers du Centre d'Études Socialistes sortent leurs numéros 32-33 et abordent l'un des problèmes cruciaux posés au mouvement ouvrier depuis ses origines, au moment où jamais les forces ouvrières n'ont été aussi vulnérables, devant un État en équilibre entre les forces qui l'ont amené au pouvoir et cherchant à consolider ce pouvoir par l'intégration progressive du mouvement ouvrier.

Dans les 4.017 perspectives politiques du mouvement ouvrier français de M. Bridier, les Cahiers avaient déjà consacré plusieurs numéros à cette question : 21-22, « Problèmes du socialisme international » de Lelio Basso, qui malgré un dur combat n'a pu empêcher son parti de glisser vers la participation à un pouvoir centriste, et 30-31, « Unification socialiste ou technocratie autoritaire » de Jean Poperen, prévu depuis longtemps mal-

gré sa parution tardive, abordent directement les problèmes se l'action des partis socialistes face à cette menace et se placent au cœur des débats les plus difficiles du mouvement ouvrier. Ce débat reste ouvert et il ne fait pas de doute qu'il s'élargira encore.

Dans un même ordre d'idée, le Cahier N° 12 « L'Armée et l'État en France » de Pierre Naville et le Cahier N° 13-14 « Structures sociales et Action de masse » d'André Hauriou (Institutions politiques et juridiques, superstructures et infrastructures) et Pierre Naville (Lois sociologiques et action de masse) analysent le rôle des institutions d'État, leur subordination à l'infrastructure et les bases scientifiques de l'action des partis et des syndicats.

Les Cahiers vont publier prochainement d'autres études sur les problèmes de l'État, en particulier deux conférences d'Henri Lefebvre : « L'État dans la société moderne » et « La théorie léniniste de l'État ».

Dans le domaine économique, les Cahiers apportent des éléments de discussions dans les débats les plus actuels. Les syndicats sont actuellement confrontés avec la politique des revenus ? Les Cahiers ont publié le compte rendu d'un débat dont on a beaucoup parlé : « Une politique des revenus est-elle possible et souhaitable ? » entre Gilbert Mathieu, Ernest Mandel, Marcel Gonin et Alfred Sauvy (N° 27 à 29).

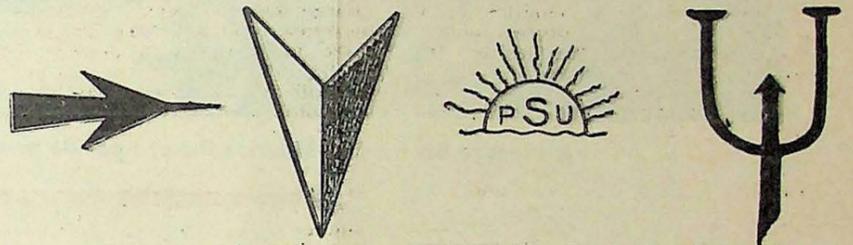
S'agit-il de planification, de gestion ouvrière ? Les Cahiers ont publié successivement, sous le titre général de « Socialisme et Planification » I et II, des conférences d'Eugène Descamps (Réflexions critiques d'un syndicaliste sur les plans français) et François Lombard (Comment sont élaborés les plans français) N° 18-19 et Georges Ducaroy (Critiques, amélioration et démocratisation possibles de la plani-

fication française), (Organisation et méthodes d'une planification démocratique) N° 25-26 ; ainsi que le compte rendu d'un débat entre Pierre Naville, Serge Mallet, Claude Lefert et Pierre Mendès-France (Les travailleurs peuvent-ils gérer l'économie ?) N° 23-24.

L'initiation économique est une préoccupation constante du C.E.S. et les Cahiers vont publier, d'une part, la suite des cours de Rungis : « La Nation devant ses choix économiques » (très prochainement) et « Quest-ce que le socialisme dans l'économie ? » (au second trimestre)

dont sont déjà parus : « L'Économie politique, qu'est-ce que c'est ? » et « Le budget des familles et l'évolution du pouvoir d'achat » (N° 3-4). « Comment fonctionnent les entreprises et pour qui ? », « Les structures économiques françaises » (N° 9-10), et d'autre part trois cours qu'Ernest Mandel a fait lors d'une session de formation de la Fédération de Paris du P.S.U. « Valeur et plus-value », « Origine, développement et contradiction du capitalisme », « Marxisme et néo-capitalisme » sous le titre général d'« Initiation à l'économie marxiste ».

## POUR UN SYMBOLE GRAPHIQUE DU P.S.U.



Nous publions quatre autres projets de symboles graphiques retenus parmi les nombreuses suggestions reçues.

### Cercle ouvert

Conférence-débat du mardi 12 novembre, à 20 h 45, 44, rue de Rennes : L'atome : la défense, la science et l'industrie, avec Georges Ambrosino, Claude Bourdet, général Gallois, sous la présidence de Jacques Nantet.

### Cinéma

**PANTHÉON** 13, rue Victor-Cousin  
ODE 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.  
Semaine du 6 au 12 novembre

**8 1/2**  
de **FELLINI**  
En version originale

**STUDIO 43** 43, Faubourg Montmartre  
PRO. 63-40

Semaine du 6 au 12 novembre

**VOLPONE**  
avec Louis **JOUVET**

### TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU  
PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

● Administration : ● Rédaction :  
54, bd Garibaldi 8, rue Jenner  
Paris (XV<sup>e</sup>) Paris (IX<sup>e</sup>)  
Tél. : SUF 19-20 Tél. : PIG 05-21

● Publicité :  
Geneviève Mesguiche  
6, Avenue du Maine  
Paris-14<sup>e</sup>. Tél. : LIT 19-39.  
Pub. Littéraire: 71, r. des St-Pères, Paris  
Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65  
3 mois ..... 7,5 F  
6 mois ..... 15 F  
1 an ..... 28 F  
Soutien ..... 50 F  
Changement d'adresse : 0,50 F.

Directeur-Gérant de la publication :  
Roger CERAT

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A.  
52-61, rue La Fayette  
Paris (9<sup>e</sup>)

### Centre d'Études Socialistes de Grenoble

Le Centre d'Études Socialistes de Grenoble reprend ses activités. Cette année, trois genres d'activités sont prévues :

— Une série de trois conférences publiques sur les sujets suivants : le conflit sino-soviétique ; les perspectives du mouvement ouvrier européen ; la gestion de l'économie par les travailleurs ;

— Trois « week-ends » sur les problèmes actuels du marxisme : l'évolution du monde communiste ; problèmes économiques ; réformes et révolution.

Enfin des réunions décentralisées (entreprises, facultés, etc.). Le programme n'est pas encore entièrement fixé. D'ores et déjà nous pouvons annoncer :

Vendredi 29 novembre : 20 h 45. Salle des concerts à Grenoble, Pierre Naville : le conflit sino-soviétique ;

Du samedi 30 novembre 14 heures au dimanche 1<sup>er</sup> décembre, 18 heures : L'évolution du monde communiste. Stage animé par Pierre Naville et des militants de Grenoble.

Le stage est ouvert à tous. Il aura lieu à quelques kilomètres de Grenoble, à Crolles. Logement assuré. Départ de Grenoble, le samedi à 13 h 30.

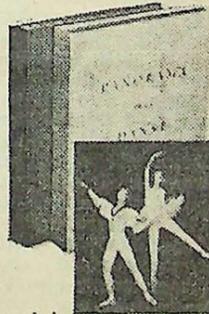
Inscriptions jusqu'au 10 novembre. Pour tous renseignements supplémentaires et pour les inscriptions, écrire au C.E.S., 6, place Saint-Bruno, Grenoble.

### NECROLOGIE

Notre camarade Pascal Valentini, de la Section de Corte (Corse), vient de subir la perte très cruelle de sa femme, née Jeanne Casanova. Mme Valentini fit partie de cette phalange de héros qui contribuèrent à faire de la Corse le premier département français libéré de l'envahisseur. Elle gagna dans le combat clandestin les galons de lieutenant et cette citation pour bravoure : « A pris possession de plans de parachutage et d'attaques des lignes ennemies dans une pièce gardée par les carabiniers italiens et les a fait parvenir à Sagone où ils ont été embarqués sur le sous-marin « Casabianca ».

Que notre camarade et ami Pascal Valentini et tous les siens reçoivent ici l'expression de notre fraternelle amitié attristée.

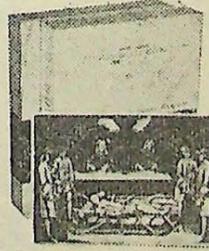
« TRIBUNE  
SOCIALISTE »  
VOUS OFFRE



moins chers que d'occasion  
quelques exemplaires neufs  
de magnifiques ouvrages presque épuisés  
avec faculté de retour

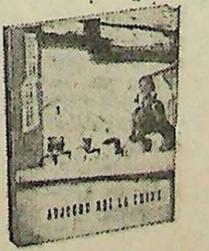
### PANORAMA DE LA DANSE

par Serge Lido, Préface de Jean Cocteau  
Jamais n'a été élevé à la gloire du Ballet un monument aussi riche que ce Panorama de la Danse qui réunit en 2 volumes 24x31 reliés pleine toile les numéros rarissimes d'une somptueuse revue et donne, sur 848 pages, 767 pages (!) de magnifiques photos en noir et en couleurs, où la grâce aérienne des corps sans défauts compose de ravissantes architectures. Une documentation unique sur le Ballet contemporain et un splendide livre d'art.  
Les 2 vol. reliés 84 F au lieu de 156 F



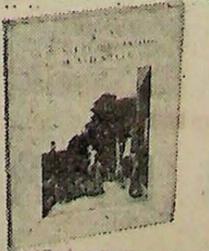
### HISTOIRE DE LA MAGISTRATURE

par Marcel Rousselet  
Premier Président de la Cour d'Appel de Paris  
Les institutions, les usages, les événements et les grandes figures qui ont jalonné mille ans de vie judiciaire française, présentés en 2 magnifiques volumes 22x28 1/2 (plus de 1 000 pages - 232 documents en noir - 8 pages couleurs) - Un ouvrage de fond pour toutes les bibliothèques.  
Les 2 volumes brochés 48 F au lieu de 175 F (reliés)



### AUJOURD'HUI LA CHINE

par Pierre Gascar (préface de Claude Roy)  
La Chine Communiste, ce mystérieux pays aux 600.000.000 de visages, pose à la plupart d'entre nous, une inquiétante énigme. Voici enfin un livre qui soulève le voile et nous en restitue (grâce à de splendides photos prises sur le vif et des textes éblouissants) un portrait vivant, direct, familier. Un passionnant document qui est aussi : un véritable album d'art (142 documents en noir, 9 pages en couleurs), couverture laquée rigide en couleurs.  
19,50 F au lieu de 40 F



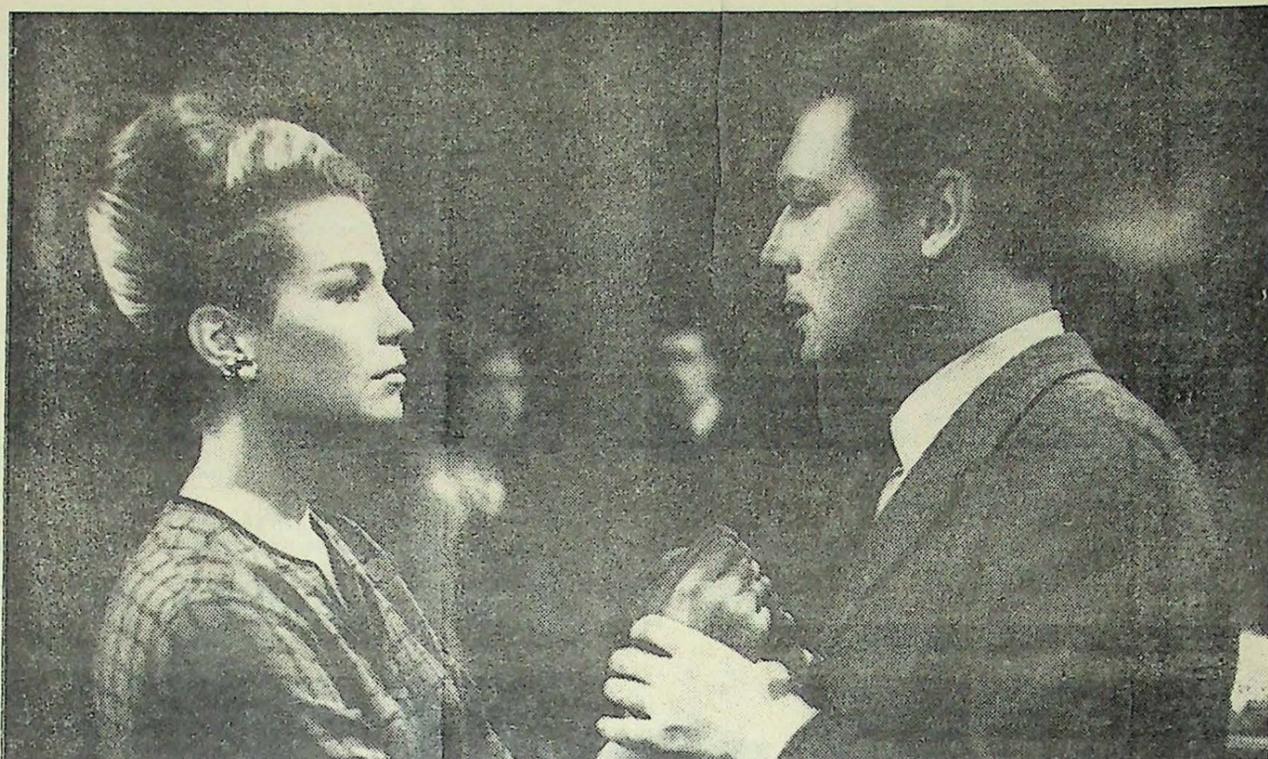
### LA PEINTURE HOLLANDAISE AU XVII<sup>e</sup> SIECLE

par E. Huttinger  
Un somptueux album d'art qui vous convie à une véritable redécouverte du « siècle d'or » de la peinture flamande. Un chef-d'œuvre de l'impression suisse. 72 documents en noir — 24 pages en couleurs — 173 pages format 22x30 sous couverture rigide et laquée en couleurs.  
29 F au lieu de 46 F

**BON** à adresser à la librairie Pilote 30 rue de Grenelle, Paris-5<sup>e</sup>

Veuillez m'envoyer les ouvrages suivants.....  
.....  
pour un montant total de ..... Je serra que veuillez trouver inclus en un  chèque  mandat  
 chèque postal joint à votre compte Librairie Pilote n° 13.905-31 Paris.  
Il est bien entendu que je garde la faculté de renvoyer les ouvrages dans les 48 heures et que je serai dans ce cas immédiatement remboursé.  
Nom..... Profession.....  
Adresse.....

Service littéraire « Tribune socialiste »



Alexandra Stewart et Maurice Ronet : pas de prise sur le monde extérieur.

## MUSIQUE

## CHOPIN

LES petites bourgeoises de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et du début du XX<sup>e</sup>, qui consacraient leur portion de talent à jouer Chopin en présence d'un époux éventuel, sont responsables de la réputation injustifiée d'émasculé qui l'a trop longtemps poursuivi.

Il y faut ajouter une littérature romantique due à des musicologues mal informés. C'est ainsi que l'on sait, pour avoir retrouvé des lettres adressées à son ami Gutzman que les Préludes étaient terminés lors du départ aux Baléares. Cela signifie que la lettre de G. Sand n'est que littérature et que le fameux prélude dit de « la goutte d'eau » devra se suffire de sa beauté formelle. D'ailleurs, lequel est-ce ? Les avis étaient très partagés encore que ce soit généralement le quinzième qui soit le plus joué sous ce titre. Ce qu'il faut retenir de Chopin c'est qu'il est par excellence l'écrivain du piano, qu'il n'a jamais livré à un éditeur une pièce dont il n'était pas absolument satisfait, qu'il a été un novateur révolutionnant à la fois la technique et l'harmonie et enfin et surtout que chez lui, le « trait » n'est pas gratuit, il fait partie intégrante de la mélodie.

Bien sûr tout n'est pas parfait et naturellement ce sont les Valses qui sont les plus inégales, son orchestration est un peu lourde et confuse, dans les concertos, mais que de trésors vous trouverez dans les Etudes, les Préludes, les Ballades et aussi dans les Mazurkas !

Vous constaterez sa force dans les Scherzos et dans les Polonaises, mais elle est présente partout.

Vous achèterez les Préludes par Cortot (Collection « les gravures illustres » de la Voix de son Maître). Les Valses, si vous y tenez, par Dinu Lipatti, et le reste par Samson François, qui sera le grand interprète de Chopin depuis la mort de Cortot.

Pierre Bourgeois.

## Variétés

## LES 4 BARBUS

C'est extraordinaire comme le talent peut se passer de confort. La salle de la Mouff' dans la rue du même nom (ou presque) est d'une naïveté charmante, on y voit sur les murs de touchantes fresques représentant la jeunesse, les fauteuils grincent, on dit que Jean Jaurès y est venu, ça vous indique l'âge du théâtre. Le public, lui, est en tout cas d'une belle jeunesse, et nos quatre barbus n'ont aucune peine à faire chaque soir un triomphe. Ils ont de bonnes bouilles de gabiers bretons qui auraient beaucoup navigué sur les océans de la poésie et de la bonne chanson.

J'ai retrouvé avec plaisir ces savou-

reuses chansons de Gilles ou de Pierre Dac, j'ai retrouvé dans ce Paris qui s'américanise, un coin de bonne compagnie, de bons copains qui chantent la joie ou la peine en mots simples, sans Cadillac devant la porte, ni d'impresario fumant le cigare. Vingt Dieu ! on devrait leur faire prendre l'Olympia d'assaut à nos quatre Barbus, il est vrai qu'après tout l'Olympia ressemble de plus en plus à la Bastille de 89. Les gens qui y sont ne valent pas une révolution, tout juste une colère froide. Allez au Théâtre de la Mouffe, on rigole, on s'attendrit, on sent passer ce frisson qui s'appelle le talent. C'est simple et c'est rare.

## « Oh ! les beaux jours »

## Théâtre

de Samuel BECKETT

Il paraît que de nouveau la question du réalisme dans l'art figure à l'ordre du jour. Colloques ici, colloques là, essais ici, professions de foi là. En passant, le réalisme, autrefois dit socialiste, a pris des rides et cédé la place à son petit frère opposant, le réalisme critique. Tout cela pour dire, qu'à sa manière « Oh ! les beaux jours », de Samuel Beckett, c'est aussi, mais oui, du théâtre réaliste. Disant cela, on voit bien qu'on n'a rien dit. Si ! Non ! Une femme se raconte. Elle est plongée jusqu'à la taille dans un trou. Elle raconte. Son monde, son corps, sa vie, ses beaux jours, son 1900 : « Ah, la belle époque ! » Quoi de plus réaliste ? Mais ce trou. Mais cette solitude, ce disque inépuisable. Du théâtre cela ? Elle est délabrée cette femme, agonisante, une ruine chancelante, un château de cartes. Hier, ah hier ! autre chose elle était. Et pendant deux heures ce monologue. Elle raconte son mari, son amour, les gestes quotidiens. A qui, pour quoi ? Débrouillez-vous avec Beckett.

Evidemment si Dieu tombait avec le rideau tout s'arrangerait comme dans du Greene et prendrait le sens des aiguilles d'une montre. Las ! L'inconfort subsiste. Comme dans « En attendant Godot », dans « La dernière bande ». Beckett ou le théâtre du malaise. Mme Winnie cause toute seule de son malheur, de son bonheur. Sans écho. Diable, si l'on ose dire. C'est joué par Madeleine Renaud, mis en scène par Roger Blin et ne nécessite ni adjectif ni superlatif. A voir ou pas, suivant ses goûts. Gageons que c'est le genre de chose qui doit remonter à la mémoire au moment où, dans le trou jusqu'à la ceinture...

(1) A l'Odéon-Théâtre de France.

E. C.

## Livres

## L'ANNÉE DANS LE MONDE 1962-1963

« FAIRE tenir la vie du monde dans le cadre d'une année, c'est un peu contenir la mer dans une bouteille ». C'est par cette phrase que s'ouvre, avec un article de Jacques Fauvel, le livre réalisé sous la direction de François-Hébert Stevens et Alain Cancès.

Sur la couverture, le mot « réalisé » est accordé au féminin, avec l'année peut-être. Mais ce ne sont pas les réalisateurs de la publication qui ont reconstitué l'année 1962, ce sont les dix-sept auteurs des dix-sept chapitres qui couvrent la politique française, l'économie, l'Europe et le Marché commun, le monde communiste, le continent américain, les relations

Est-Ouest, le Tiers Monde, la religion avec Vatican II, les sciences et les arts et lettres.

Car il s'en est passé des choses entre 1962 et 1963 et c'est une gageure d'avoir pu les insérer dans les 473 pages de ce bouquin extrêmement intéressant, facile à lire, aux sujets variés, comme on peut s'en rendre compte, rien que par l'énumération très générale des têtes de chapitres.

Qui peut se vanter de se souvenir de la moisson d'événements qui jalonnent les douze mois d'une année ? C'est pourquoi ce livre se présente comme nécessaire à qui veut — avec le léger recul nécessaire pour saisir une vue d'ensemble — avoir sous la main le vade-mecum du parfait citoyen du monde. Les réalisateurs de cette « Année dans le monde » ont bien raison de dire que « parce que les vieilles frontières ne résistent plus ni aux fusées intercontinentales, ni aux marchés communs, parce que la politique est plus étroitement liée que jamais à l'économique, au social, au technique, l'histoire est une dans le temps et dans l'espace, son accélération est fonction de sa complexité, l'une accroît l'autre. »

Ce qui n'est pas fait pour que l'ensemble des hommes — généralement insuffisamment informés — comprennent comment, et pourquoi, ils sont les jouets de l'Histoire.

Un livre à lire. Un document à conserver. Un ouvrage à consulter avec profit.

B. Adry-Brille.

Arthaud, éditeur.

QUI n'a jamais rêvé sa mort, imaginé, organisé sa propre mort (ou celle de ses amis) doit avoir une piètre opinion de sa vie ; une belle idée de sa propre suffisance ; une confortable réserve de satisfactions matérielles ; ou encore un emploi du temps bien rempli : ce genre d'emploi du temps qui ne laisse aucune fenêtre ouverte sur l'amour, la révolte ou la poésie.

Ce n'est pas (diable merci !) le cas de Louis Malle dont toute l'œuvre depuis *Ascenseur pour l'échafaud*, s'inscrit en démenti de ces « certitudes médiocres », de ces jouissances terre à terre que notre société policée offre à n'importe quel citoyen respectueux de l'ordre établi. Et l'argent n'a rien à voir à l'affaire... Que le héros de « *Feu Follet* » dispose de revenus plus que suffisants n'enlève rien au propos du metteur en scène qui a d'ailleurs « gommé » sur ce chapitre, par rapport au roman originel.

Le débat se situe ici à un autre niveau que celui d'un drame bonnement bourgeois. Alain (Maurice Ronet), est un beau garçon à qui la vie n'a jamais rien refusé, sauf de lui rendre dans le miroir de son esprit critique, l'image qu'il se fait d'elle. L'abus de l'acool et le goût immodéré des jolies femmes sont peut-être pour beaucoup dans le ratage qui mène lentement le personnage au suicide. Mais il est d'autres alcools que ceux que l'on sert dans les bars ou que l'on offre au cours des réceptions mondaines. Le mal est au cœur, bien sûr ; au cœur d'une lucidité sans prise sur le monde extérieur ; au centre d'un esprit qui se brûle aux flammes de l'exigence absolue. Pareil à un enfant (« Je ne veux pas vieillir... ») il erre désespérément au milieu de ses semblables qui jouent sérieusement, comme trop d'entre nous, aux adultes...

Il faut savoir gré à Louis Malle d'avoir su guider son personnage jusqu'à la mort, sans grandiloquence et sans pathos romantique. Cette mort voulue, préparée depuis les premières images du film, est assumée par Maurice Ronet avec une grande pudeur. Rien de moins théâtral que cette mort-là. Rien de moins morbide, aussi. Derrière le masque glacé, terne ou crispé d'Alain, vous découvrirez le visage brouillé d'un homme qui vous ressemble comme un frère.

Jean-Jacques Vernon.

## Télévision

## AU CŒUR DE L'ACTUALITÉ

Copiée, pillée, démarquée, « Cinq colonnes à la une » reste inimitable (en France). On peut discuter de l'opportunité de telle ou telle séquence ; on ne saurait dénier aux reporters et aux cameramen de Pierre Lazareff le pouvoir de pénétrer au cœur de leur sujet.

Savoir regarder, c'est d'abord pouvoir, bien entendu. La grande chance de l'équipe de « Cinq colonnes » c'est de ne s'interdire aucun thème, de ne reculer devant aucune question. On voit ensuite, compte tenu des « tabous » en vigueur rue Cognac-Jay, ce qui peut passer à l'écran, mais au départ, on sait que le « patron » vous laisse la bride sur le cou.

Cette méthode de travail nous a valu la semaine dernière une émission d'excellente facture d'où dominaient indiscutablement les reportages sur le Magreb et sur l'orientation professionnelle. Plus qu'un exposé exhaustif, le premier fut surtout un témoignage au sens juridique du terme (les deux adversaires se voyant accorder la parole à tour de rôle), mais un témoignage illustré par des images éloquentes. Le second, réalisé par Pierre Dumayet sur un sujet réputé ingrat, atteignit un rare degré d'émotion : ce fut plus que la dénonciation de la lamentable politique de notre ministre de l'Éducation nationale, mais le cri de détresse des milliers d'écoliers qui se brisa au bord des larmes du dernier gosse interrogé.

Après des documents aussi bouleversants, les séquences sur les « paparazzi », les chœurs de l'Armée Rouge et le village italien de Goro parurent très secondaires ; elle n'étaient pas dénuées, pour autant, d'intérêt.

Criticus.